



# L'ACTION FRANÇAISE

2  
0  
0  
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

4 € | N° 2807 | 64<sup>e</sup> année | Du 16 décembre 2010 au 5 janvier 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

## La danse macabre des candidats

C'EST LE TEMPS des congrès et de l'étalement vulgaire des ambitions. Entre deux banquets, chacun se déclare ou se jauge. Sans la moindre légitimité que confère l'histoire, et pour ne rien dire du charisme, la France assiste impuissante à cette marée de déclarations venues de candidats parfois inattendus. Par pudeur, nous nous taisons sur le cas du Modem. À l'UMP on s'est pincé une ou deux fois mais on a bien entendu le candidat Copé presque assuré du poste pour l'élection présidentielle de 2017. Avec des accents de militaire en campagne, évoquant l'armée de l'an II et le pont d'Arcole où le jeune Bonaparte donna une véritable leçon d'énergie, Copé n'a pas douté une seconde de sa victoire future. Cet aplomb se retrouve au PS. Aubry, Royal, Strauss-Kahn, Hollande, Valls, Lang, Montebourg et combien d'autres n'excluent pas de se présenter pour assurer notre destinée nationale sous l'ère républicaine. Sarkozy n'est là que depuis trois ans que nous voilà repartis en campagne. En démocratie, gouverner sera toujours moins important que plaire. Considérez Elizabeth II d'Angleterre, reine depuis 1953, et qui servit son pays depuis Winston Churchill jusqu'à Tony Blair. Mesurez l'unité et la continuité nationale britannique. La reine incarne la résistance à la révolution perpétuelle des caprices démocratiques. Nous, Français, savons que 2011 n'est déjà plus qu'une année blanche, perdue pour l'intérêt national. Combien de temps allons-nous accepter cela? □

Marc Savina

IMMIGRATION

# UMP, PS,

# même combat !

Page 3

## JUSTICE

### Le souvenir d'Anne-Lorraine

Le procès d'un meurtrier récidiviste s'est ouvert ce lundi 13 décembre à Pontoise.

Anne-Lorraine, vingt-trois ans, journaliste stagiaire, allait, ce dimanche matin 25 novembre 2007, rejoindre ses parents pour se rendre à la messe dominicale. Elle était seule dans son compartiment du RER. Soudain, Thierry Devé-Oglou, Franco-Turc de quarante-trois ans, qui avait vu un film porno un moment avant, lui proposa, un couteau à la main, de "faire l'amour". La jeune fille, de famille de militaire, fit face vaillamment, cria mais en vain, se débattit, reçut trente-quatre coups de couteau, et fut abandonnée morte dans une mare de sang. On apprit très vite qu'il s'agissait d'un récidiviste ayant commis le même genre

d'agression, sans tuer sa victime, dans la même RER en 1995 : condamné à cinq ans de prison, il courait en liberté depuis 1997 grâce au jeu des remises de peine... Ce même jour, les médias ne s'intéressaient qu'aux deux jeunes délinquants qui s'étaient tués à Villiers-le-Bel en percutant un car de police... Une martyre de la pureté n'eut pas droit aux gros titres.

Le procès de ce loup s'est ouvert ce lundi 13 décembre à Pontoise pour trois jours. Les témoins ont décrit l'horrible tableau qu'ils ont trouvé avec du sang par tout le wagon. On y entendit aussi la précédente victime du violeur. Le colonel Schmitt, père d'Anne-

Lorraine et grand chrétien, est resté stoïque, mais il a dit le matin même sur les ondes d'Europe 1 qu'il ne réclame que la justice, sans laxisme : il souhaite que ce procès soit exemplaire et que l'on écarte à jamais de la société ce genre de détraqués qui se sont déjà mis d'eux-mêmes en marge.

#### Dieu seul juge

La peine de mort avait un grand avantage, pour la société qu'elle protégeait, mais aussi pour les malfaiteurs eux-mêmes qu'elle mettait hors d'état de se livrer à nouveau à leurs penchants criminels. On pensait que Dieu seul,



qui sonde les reins et les cœurs, pouvait être le juste juge. Rappelons le cas de Gilles de Rais, à qui on ne permit pas d'être récidiviste, mais que l'on accompagna de processions pour le repos de son âme.

Puisse le sang d'Anne-Lorraine, qui croyait en la vie éternelle, ne pas avoir été versé en vain, mais fasse prendre conscience aux hommes de notre temps de leur devoir de ne pas faire connaître à d'autres familles ce drame effroyable. ■

Michel Fromentoux

## FRANCE

Villepin & Dupont-Aignan :

**Des gaullistes dans l'impasse**



PAGE 5

## EUROPE

Silvio Berlusconi maintenu en Italie :

**La vénéneuse démocratie**



PAGE 7

## COMBAT DES IDÉES

Dans la tête d'un réactionnaire :

**Éric Brunet, bobo de droite**



PAGE 14



LA POSTE

# Un avenir prometteur

Le 1<sup>er</sup> janvier, La Poste se trouvera exposée à tous les vents de la concurrence. Douée d'un "supplément d'âme" étranger aux opérateurs privés, saura-t-elle relever ce nouveau défi ?

Dans une quinzaine de jours, La Poste affrontera les concurrents de tout son marché, celui du portage des biens et des idées. Si le transport des colis et plis de plus de 50 grammes était déjà hors monopole par transposition de la directive européenne du 15 décembre 1997, l'ouverture définitive à la concurrence du courrier dès le début de 2011 laissera dorénavant toute lettre portable par quiconque.

## De l'usager au client

Qu'importe ! La mise à niveau des formules d'expédition de la Poste française est spectaculaire. L'usager est devenu un client. S'il reste un défi technique qui laisse perplexes les utilisateurs, il faut le situer dans le système de l'Union postale universelle, qui transforme les prestations nationales en prestations internationales, mettant en jeu d'autres Postes parfois moins à la page. La Chine, par exemple, ne renvoie toujours pas d'accusé de réception de lettre recommandée ; par contre elle perd rarement du courrier. Certains pays sont réputés pour "trier" le tri, etc.

Les intégrateurs privés n'ont pas cet aléa des sas étrangers. Ils traitent plis et colis de bout en bout au sein de leur propre système, sur leurs propres avions, avec un seul logiciel mondial. Mais notre Poste, assise sur un minimum de dix sept mille guichets d'après la loi de banalisation du 9 février 2010<sup>2</sup>, tiendra son rang. Elle a une tradition d'organisation complexe du même niveau technologique que ses concurrents, et la compétence de ses agents a fait des progrès visibles. Tout ira pour le mieux si l'inquiétude syndicale se tasse, et c'est peut-être beaucoup demander car le vrai défi n'est pas tout au niveau technique.

La Poste a un supplément d'âme que n'aura jamais aucun intégrateur. De toujours, elle fut la manifestation la plus évidente d'un État serviable au plus près du citoyen, la fonction noble des postiers. Les petites gens vont souvent au bureau de Poste pour expédier du courrier, retirer un mandat, faire une opération sur leur CCP. En zone rurale, bien des conseils s'échangent au guichet, le guichetier ayant encore l'aura du fonctionnaire recruté sur concours difficile comprenant une épreuve de géographie ! Et nous ne parlerons pas de la fonction sociale du facteur en tournée qui ressemble souvent au veilleur de jour. Les "comptables" s'interrogent justement sur la rentabilité de l'âme, d'autant que six mille guichets seulement sur dix-sept mille sont déclarés rentables, et que la tentation sera forte de lisser les déficits dans les régions les



À charge pour les agents de répondre aux défis économiques tels des professionnels aguerris

moins actives. Pour répondre à la directive européenne il suffirait de neuf mille bureaux ! La menace la moins hypothétique vient tout bonnement du marché lui-même. Les voies modernes de télécommunications ont emporté les idées depuis longtemps. Dans le trafic de masse ne restent que les colis et une publicité envahissante. La Poste de Louis XI ne peut pas lutter contre les e-mails, les SMS, les tweets. La correspondance professionnelle est depuis longtemps électronique et les signatures ont une garantie légale. L'Administration marche d'un bon pas vers la dématérialisation des procédures déclaratives et de recouvrements. Les établissements financiers font pareil, on règle en ligne par virement. Le papier recule, nos forêts croissent. Il est à parier que les plis de correspondance se feront plus

rares et que le prix du port augmentera corrélativement, ce qui aggravera le déséquilibre de ce segment des plis ordinaires.

## Dispersion de l'habitat

En revanche, la dispersion de l'habitat, telle qu'elle est envisagée par les projections démographiques de l'INSEE, va impulser le transport de biens (petits paquets et colis) qu'il sera plus facile de recevoir chez soi plutôt que d'aller les chercher en zone commerciale distante. Déjà, une fraction mesurable de consommateurs achète sur Internet et aucun secteur industriel n'est dédaigné. Or tous ces biens doivent être livrés physiquement. Les intégrateurs sont sur ce segment du petit paquet depuis le débridage du monopole et ont ouvert des sections nationales et intra-européennes

## Areva s'ouvre au Koweït

L'Élysée l'avait promis en juillet dernier : le capital d'Areva devait être ouvert avant la fin de l'année.

FINALEMENT, le Conseil de surveillance du leader mondial du nucléaire civil a approuvé samedi dernier, 11 décembre, l'offre présentée par Kuwait Investment Authority (KIA). Agissant pour le compte de l'État du Koweït, ce fonds souverain apportera 600 millions d'euros - soit 4,8 % du capital cumulé à l'issue de l'opération. Cela étant, le président de la République a bien failli perdre

la face. 300 millions supplémentaires seront d'ailleurs versés par l'État français, qui s'est résolu à mettre la main à la poche après moult tergiversations. Pourtant, deux autres investisseurs étaient sur les rangs. « À sa façon, l'interminable feuilleton de l'augmentation de capital d'Areva montre à quel point l'État lui-même peut contribuer à cette image d'un pays [...] traitant les investisseurs étrangers avec désinvolture », commente Thibaut Madelin (*Les Échos*, 10/12/2010). « Comme il l'a fait savoir depuis un an, le Qatar veut avoir l'assurance formelle de pouvoir investir, dans un deuxième temps, dans les mines d'Areva. Au dernier moment, l'État décline cette demande. Dans la foulée,

qui travaillent à haute vitesse. La Poste développe elle aussi le portage rapide (avec un suivi en temps réel par code-barre) au moyen de ses systèmes colissimo, affranchissables en ligne à des prix abordables. Les lecteurs sont invités à consulter la nouvelle gamme de services colis soit au bureau de Poste, soit en ligne. Ils seront le plus souvent étonnés par la mutation technologique opérée par la vieille maison.

## S'adapter en continu

L'avenir de la Poste française est prometteur même si les segments d'activité traditionnels sont modifiés, à charge pour ses agents et sa direction de répondre aux défis économiques tels des professionnels aguerris, en s'adaptant en continu à la modernisation impliquée par le progrès des nouvelles technologies de l'information et de la communication. La question ressortit donc au domaine des relations humaines dans une culture d'entreprise privée. Libéralisme quand tu nous tiens. ■

Catoneo

<sup>1</sup> Les intégrateurs les plus connus en France sont UPS (United Parcel Service, Seattle, 1907), TNT (Thomas Nationwide Transport, Redfern, Australie, 1946), DHL (Dalsey, Hillblom & Lynn, San Francisco, 1969), Fedex (Federal Express, Memphis 1971), France Express (1971), Chronopost (ex-Touraine Air Transport 1985, aujourd'hui Géopost) et un groupement d'indépendants Exapaq (1995) appartenant à la filiale colis de La Poste, Géopost.

<sup>2</sup> La loi votée définitivement le 12 janvier 2010 sécurise le réseau et organise les relations de proximité du service postal avec les collectivités territoriales. Elle encadre aussi la capitalisation de la société anonyme. L'article 2 est déterminant : « La Poste et ses filiales constituent un groupe public qui remplit des missions de service public et d'intérêt général et exerce d'autres activités dans les conditions définies par la présente loi et par les textes qui régissent chacun de ses domaines d'activité. Les réseaux postaux ont une dimension territoriale et sociale importante qui permet l'accès universel à des services locaux essentiels. »

## » PROLONGATIONS

Le réacteur n°1 de la centrale du Tricastin pourra fonctionner dix années supplémentaires. Ainsi en a décidé l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), dont l'avis est le premier portant sur une installation vieille de trente ans. Toutefois, des travaux devront être engagés « afin d'assurer une protection adaptée contre le risque d'inondation en cas de crue millénaire majorée ». L'autorisation d'exploiter un réacteur nucléaire est accordée sans limite dans le temps, mais elle est soumise tous les dix ans à un réexamen de sûreté donnant lieu à des prescriptions plus sévères.

## » PATRIOTISME

EDF serait-il victime du "patriotisme économique" mis en œuvre par le Land de Bade Wurtemberg ? Le 6 décembre, son Conseil d'administration a accepté de lui céder les 45 % qu'il détenait dans le capital de la société allemande EnBW. Alors qu'un pacte conclu entre actionnaires arrivait à son terme, on se serait inquiété outre-Rhin d'une tentative de prise de contrôle par l'électricien français.

## » DÉSAMOUR

Seuls 4 % des Français seraient prêts à acheter des actions, selon une enquête TNS Sofres réalisée pour *Les Échos* et la Banque postale. Une proportion en recul de 6 points depuis un an. Les autres produits financiers suscitent un désamour similaire, telles les obligations, jugées risquées par 75 % des sondés.

## L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)

Directeur de la publication : M.G. Pujo  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique française :**  
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky, François Marcellin, Stéphane Piolenc, Marc Savina

**Société :**  
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux

**Europe :**  
Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**International :**  
Philippe Maine, Pascal Nari

**Histoire :**  
Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

**Culture :**  
Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens

**Chroniques :**  
Jean-Baptiste Morvan

**Combat des idées :**  
Stéphane Blanchonnet, François Marcellin

**Abonnements, publicité, promotion :**  
Monique Lainé

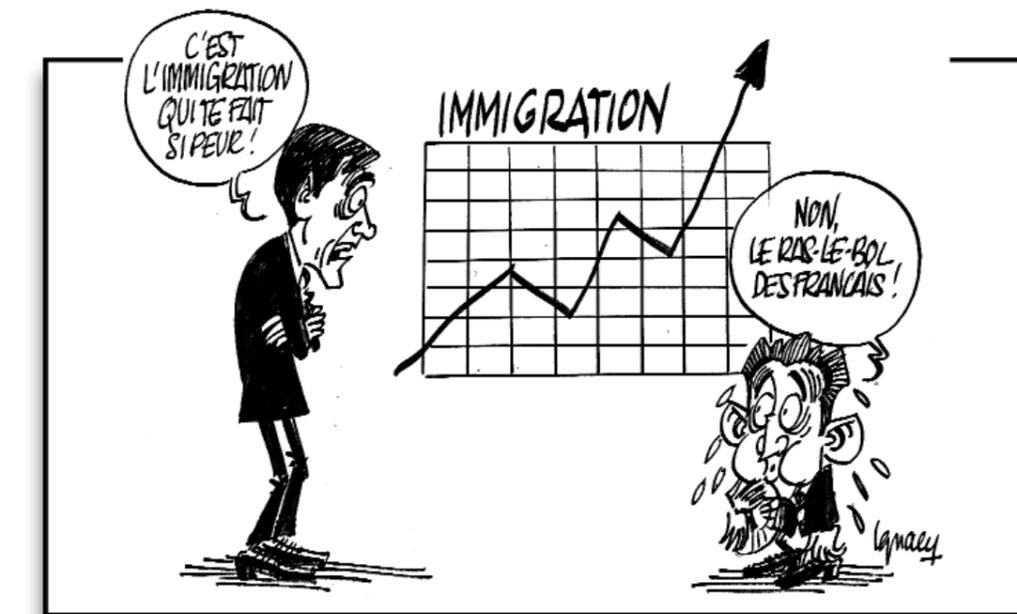
# Immigration : savoir raison garder

Comme il était prévisible - et l'avions prévu -, le scandale de Karachi semble avoir rejoint les autres scandales de la Sarkozie dans les oubliettes du régime. Même lorsque le sang français a coulé, ces scandales sont au fond à usage médiatique : permettre de temps à autre à la classe politique de rappeler par contraste au bon peuple que, selon le mot de Montesquieu, la République suppose d'être vertueux... *Ma non troppo !*

## Vertu républicaine

Si, à droite ou à gauche, on cherche devant l'opinion, à l'occasion de ces scandales, à se montrer plus républicain les uns que les autres, toutefois, ce qui prime, pour paraphraser Marx, c'est l'intérêt de "classe", en l'occurrence d'un UMPS dont le principal souci est de monopoliser le débat politique - pardon, le débat « républicain » puisqu'il y aurait, d'un côté les bons républicains (pléonasme) et, de l'autre, les affreux « populistes ». Si nos politiciens entendent par "République" ce que le prince Jean appelle le « régime des passe-droits » où « l'État se dissout dans sa logique électorale », alors nous la leur laissons bien volontiers. En revanche, s'ils l'assimilent au bien public lui-même - premier sens de *res publica* -, ils peuvent compter sur nous pour dénoncer l'impudence.

Imposture... Le mot est bien faible, au fond, pour dénoncer ce syndic de faillite de l'État français qui s'autoreproduit - le mot "parthénogenèse", de par son étymologie, serait malvenu... Les partis au pouvoir - majorité et "opposition" confondues - ne cherchaient qu'une occasion de se ressembler, histoire de rappeler à l'opinion que dénoncer les scandales de tel ou tel, c'est bien beau, mais que l'essentiel, c'est de préserver le régime qui permet de les commettre en toute impunité. En 2012, UMP et PS auront le même



intérêt : être présent chacun au second tour de la présidentielle pour se partager ce gâteau qui, malheureusement, s'appauvrit d'année en année : la France.

## Marine Le Pen crée la polémique

Or ce prétexte, Marine Le Pen leur a fourni. Et si, de nouveau, il y a concurrence à se montrer républicain, c'est dans une diabolisation de celle qui, au fond, a simplement rappelé, dans un discours certes polémique - campagne interne du FN oblige - mais avant tout descriptif, que certaines rues sont bien « occupées » illégalement et ce, jusqu'à preuve du contraire, « sans blindés ni soldats », du moins en uniforme... Et de commenter : « J'ai mis le doigt où ça fait mal, du coup la caste politique couine et a peur. [...] La responsabilité des politiques est de mettre des mots sur les préoccupations des Français. Oui il faut le dire : certains territoires français sont aujourd'hui victimes d'une occupation religieuse. Si je n'ai plus le droit de dire la vérité, eh bien qu'on me mette en prison ! »

Et la "classe politique" de crier au racisme, alors qu'on eût aimé qu'en 1962 l'UMPS de l'époque accueillît 100 000 musulmans patriotes français plutôt que de les livrer, en toute bonne conscience décolonisatrice, à l'égorgeur révolutionnaire... La gauche et le MRAP notamment, toujours désireux de favoriser le débat "démocratique" - autre mot fétiche -, en ont appelé à la justice. Quant à Copé et à Hortefeux, qui, rappelons-le, a, lui, bel et bien été condamné par la justice pour injure raciale, ils en rajoutent, montrant le visage permanent d'une UMP qui, comme le PS, continue de favoriser les causes de ce qu'ils dénoncent (le « populisme ») : en l'occurrence, une immigration légale et illégale chaque jour moins contrôlée et contrôlable et dont les effets pèsent de manière croissante non seulement sur la vie quotidienne des Français... et des immigrés intégrés, car il y en a !, mais également sur la réalité même de notre "vivre-ensemble".

Oui, Marine Le Pen a raison, la classe politique a peur, et plus encore que la classe politique, la superclasse mondiale dont la pre-

mière n'est que le fondé de pouvoir et qui se sert d'élites nationales... dénationalisées pour battre en brèche les résistances des peuples qui sont autant de remparts à son hégémonie. C'est pourquoi, si Sarkozy ne fait plus l'affaire, elle a déjà prévu son remplaçant : DSK. Quant aux flux migratoires encouragés, voire organisés par Bruxelles - du reste, arriver clandestinement par bateau vous procure les mêmes droits, sinon plus, qu'un visa régulièrement obtenu -, ils sont autant de scuds régulièrement envoyés par les "marchés" sur des populations déjà fragilisées par la crise et que vise à désarmer moralement ce "Sida mental", comme aurait dit l'autre, que constitue cette idéologie cosmopolite, empreinte de culpabilisation, instillée jour après jour par les *media* officiels.

## Ils ont peur !

Oui, "ils" ont peur parce que partout, en Europe, voire dans le monde, avec malheureusement plus ou moins de violence, comme en Argentine récemment, mais la violence est causée par le cynisme

des gouvernants, les peuples commencent à refuser leur asservissement à un mondialisme qui, sous le prétexte de l'inévitabilité, vise à transformer la terre en un vaste goulag financier planétaire, soumis à la loi unique du profit, laquelle suppose la standardisation des peuples. "Ils" ont peur parce que certains commencent à dire non, quand, du moins, ils en ont encore la possibilité, au risque de subir l'ostracisme, voire l'expression de la haine pure, comme les Suisses, qui ont adopté par votation une simple mesure de bon sens : le renvoi automatique des criminels étrangers. Les Suisses seront-ils traités demain comme naguère les Serbes ? On sait avec quel fanatisme religieux la bien-pensance "européenne" sait châtier les mauvais élèves du continent... au nom des droits de l'homme ! "Ils" ont peur, enfin, parce que la parole se libère et que les tabous tombent : avec le reflux d'une génération-68 de plus en plus décrépite, tombe par plaques la tyrannie de ce moralisme poisseux qui était sa marque de fabrication.

## Tradition nationale

Toutefois, lutter contre l'"islamisation" de la France ne doit pas servir, en retour, à exploiter des réflexes identitaires "européens" fondés sur un racisme contraire à la tradition nationale et que Maurras condamnait comme « une folie pure et sans issue ». D'autres, parfois les mêmes, qui se croient toujours au temps du p'tit père Combes, dénoncent l'islamisation pour mieux en finir avec le christianisme, comme si ce n'était pas là porter un coup fatal à notre héritage national ! Ambiguïtés d'un combat "identitaire" mal défini, faute de reposer sur une conception claire de la nation. L'Action française vient de lancer une grande campagne sur l'immigration<sup>1</sup> ; parce qu'il faut, sur ce thème, savoir raison garder. Comme le disait Jacques Bainville, « le peuple français est un composé. C'est mieux qu'une race. C'est une nation. » ■

François Marcilhac

<sup>1</sup> Voir en page 15 l'annonce de la campagne, ainsi que celle des différentes manifestations sur le blog du CRAF, le quotidien en ligne de l'Action française.

## NOTRE SOUSCRIPTION

### Des étrennes pour l'AF

LE MONTANT de la souscription de ce numéro est encourageant avec les résultats de la vente de livres de Maurras, Daudet, Bainville, dont un bon nombre reliés qui nous ont été légués par une fidèle abonnée.

Dans ce domaine, si vous avez vous-même une bibliothèque d'AF qui n'intéresserait pas vos héritiers, pensez à nous la lé-

guer. Nous en ferons bon usage tant sur le plan financier que pour permettre aux jeunes de notre mouvement d'acquérir à bon compte des ouvrages pour leur formation politique. Merci d'avance.

Et n'oubliez pas les étrennes de l'Action française. Elles nous sont indispensables. Il nous manque encore **6 000 euros** pour les

échéances de fin décembre. Il suffirait que soixante lecteurs nous envoient chacun 100 euros pour que nous soyons débarrassés de nos soucis et pour nous permettre de continuer à améliorer le journal.

Pour que vive la France, vive L'AF 2000.

Marielle Pujo

### Liste n° 16

Virement régulier : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M<sup>me</sup> Marie-Christian Leclercq-Bourin, 28.

Jean-Pierre Lopez, 6 + 9 ; M<sup>lle</sup> Éliette Lopez, 4 ; M<sup>lle</sup> Elisabeth-Dominique Lanotte, 3 ; Jean-Loup Berthelet, 3 ; M<sup>me</sup> H. Fouquet, 30 ; Fabien Desmaux, 40 ; Harold Gouga, 21 ; anonyme, 50, pour le Noël de l'AF ; Fernand Estève, 200 ; M<sup>lle</sup> Marie-

Suzanne de Benque d'Agut, 200 ; Jacques Lamonerie, 100 ; vente de livres d'occasion, 898.

Total de cette liste : **1 617,40 €**  
Listes précédentes : **16 613,37 €**

Total : **18 230,77 €**

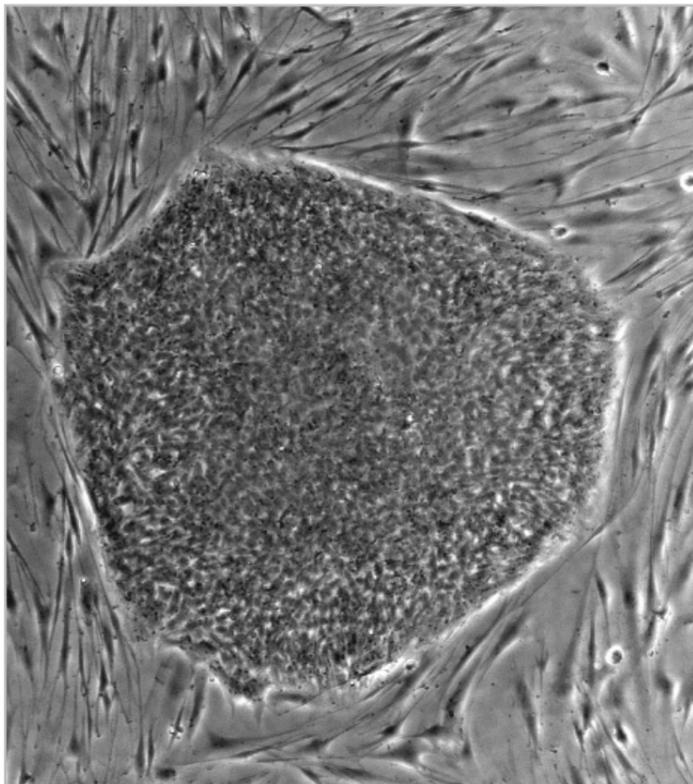
✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à cette adresse : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

□ BIOÉTHIQUE

# Vers un monde sans pitié

À l'approche de l'examen par l'Assemblée du projet de révision des lois de bioéthique, les catholiques en appellent à la conscience des députés, voire à leur foi.

Le débat sur le projet de révision des lois de bioéthique sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 8 février, mais d'ores et déjà apparaît le danger de livrer ces graves sujets au jeu des partis politiques. Sur la recherche sur l'embryon, l'ouverture de l'aide médicale à la procréation (AMP), la légalisation ou non des mères porteuses, la levée de l'anonymat sur les dons de sperme et d'ovules, les élus ont-ils la même conscience de leurs responsabilités devant les générations à venir ? Certains ne risquent-ils pas de subir des pressions de la part de groupes qui cachent sous un "progrès des libertés" des ambitions bassement commerciales ? Les clivages traversent aussi bien la droite que la gauche, mais l'on peut aussi se demander si un éventuel changement de majorité en 2012 ne remettrait pas tout en cause... C'est pourquoi les plus fortes craintes sont à exprimer au sujet de ces jeux parlementaires.



Les cellules souches embryonnaires sont constitutives d'embryon d'un nouvel être humain selon Pierre-Olivier Arduin

## Le respect dû à l'embryon

Le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) vient de publier un avis assez alarmant sur la question de l'embryon. Il en ressort que l'on pourrait supprimer l'interdit légal sur la recherche, sous le prétexte que l'on n'est pas "capable" d'octroyer un statut éthique protecteur à l'embryon. Le concept subjectif de projet parental se substituerait donc à celui de dignité. Il nous semble évident que tant que sévira la fameuse et fumeuse loi Veil, tout retour à une définition précise de l'embryon restera impossible. Raison de plus d'en exiger au plus vite l'abrogation. Un vieux pays chrétien comme la France n'a pas à se poser de questions sur la vie naissante. Hors du christianisme qui a fait la France, rien n'empêche l'embryon d'être considéré comme un simple matériau pour la recherche. C'est ce que laisse entendre Pierre-Oli-

vier Arduin dans une tribune sur le blog de *Liberté Politique* du 7 décembre, intitulée *Le CCNE en tribunal des embryons*, où il est montré que cette officine désignant l'embryon comme un « entre-deux » veut ignorer l'instruction *Dignitas personae* de Benoît XVI où, conformément aux plus récentes acquisitions de la biologie, il est rappelé que « dès que l'ovule est fécondé se trouve inaugurée une vie qui n'est ni celle du père ni celle de la mère mais d'un nouvel être humain qui se développe par lui-même. Il ne sera jamais rendu humain s'il ne l'est pas dès lors ». Donc, écrit Pierre-Olivier Arduin, « l'embryon est le point de l'espace et du temps où un nouvel être humain débute son propre cycle vital, construisant sa propre forme ». Il doit donc être infiniment respecté et ne pas entrer dans « la dimension idéologique d'un projet parental » qui

l'humaniserait... Avec cela le CCNE ignore délibérément « les avancées scientifiques en matière de cellules souches adultes et reprogrammées », au moyen desquelles il n'y aurait plus besoin de manipuler, de décortiquer, de mettre en pièces un embryon pour obtenir des résultats salutaires.

## Un enjeu d'humanité

M<sup>re</sup> Pierre d'Ornellas, archevêque de Rennes, responsable du groupe de travail des évêques de France sur la bioéthique, se réjouit pour sa part sur le *JDD.fr* du 11 septembre que « le gouvernement propose de considérer le sang de cordon ombilical et le sang placentaire comme une ressource thérapeutique. Il veut en favoriser le recueil et la conservation pour servir aux soins de façon solidaire tout en gardant la possibilité de soigner l'enfant de ce

cordon ou un membre de sa famille quand la nécessité est avérée. » Mais, sur la recherche sur embryon, M<sup>re</sup> d'Ornellas exprime la pensée constante de l'Église : « La mission de la loi civile est d'organiser la protection des plus vulnérables. Qu'on le veuille ou non, l'embryon humain n'est pas une chose. Il appartient à l'ordre de la personne. Mépriser le plus petit, c'est ouvrir la porte à l'inquiétude. Les législateurs seront-ils conscients que se joue un enjeu d'humanité avec cette loi ? S'ils cèdent sur cet aspect, la loi sera-t-elle capable de protéger l'humanité de la société ? »

## Eugénisme

Et de poursuivre : « La procréation médicalement assistée ne guérit pas la stérilité. On tente de la pallier. Il y a quelque chose de trop grand dans la procréation humaine pour la laisser à la domination de la technique. Avoir créé un être humain en dehors du corps de la femme fut un événement sismique. A-t-on suffisamment réfléchi à ce que cela signifiait, au pouvoir que l'homme se donnait en fabriquant un être humain dans une éprouvette ? Aujourd'hui, ce pouvoir est un lieu de fantasmes. On va choisir les caractères génétiques de son enfant : les yeux bleus ou les cheveux bruns. Le risque de dérive eugéniste et de marchandisation est considérable. Il y a des pays où l'on vend des gamètes ! »

Il est clair que le débat s'annonce plein de périls pour l'idée même d'être humain. Il est grand temps d'en appeler à la conscience de nos élus comme nous y invite un groupe de catholiques dans une pétition à nos députés dont voici les phrases essentielles : « Nous vous appelons donc à la responsabilité ! Nous, signataires, vous invitons, Monsieur le député, après cinq ans de dérogations, à déposer ou à voter un amendement valant moratoire sur la recherche embryonnaire. Les alternatives crédibles offertes par les cellules souches adultes vous éviteront toute accusation d'obscurantisme. »<sup>1</sup> Quiconque ne veut pas être responsable d'un avenir féroce se doit de tout tenter pour empêcher, sous le masque du progrès, ce retour à un paganisme implacable. ■

Michel Fromentoux

<sup>1</sup> <http://web.stan.free.fr/>

## Le Trésor de l'Action française

Sous la direction de Pierre Pujo, avec Sarah Blanchonnet, Stéphane Blanchonnet, Grégoire Dubost, Michel Fromentoux, Vincent Galliere, Pierre Lafarge, Aristide Leucate, Alain Raison, Francis Venant.



Depuis qu'elle a été fondée en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Ils contiennent une abondante matière de réflexions qui permettent de comprendre non seulement l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle mais aussi les événements que nous vivons aujourd'hui.

Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans *L'Action Française* 2000 en 2004 et 2005. Tel quel, ce recueil d'articles permet de comprendre l'originalité de la pensée politique de l'Action française dont les années ont confirmé la solidité. À travers les études publiées, le lecteur se familiarisera avec la pensée de Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugeois.

✓ Éditions de l'Âge d'homme, 138 p., 20 euros. Disponible à nos bureaux : 22,11 euros franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).

## De la fessée à la délinquance

Les illusions de M<sup>me</sup> Antier...

APRÈS L'ÉCHEC d'une première proposition de loi qu'elle avait déposée en janvier contre les châtements corporels infligés aux enfants (ou plus familièrement "loi anti-fessée"), le député UMP Edwige Antier, pédiatre médiatique (grâce à ses chroniques sur *France Inter* et *France Info*), récidive aujourd'hui avec une nouvelle proposition visant cette fois à « abolir toutes formes de violences physiques et psychologiques infligées aux enfants ».

Invitée sur *RTL* ce 13 décembre pour défendre sa proposition enregistrée à l'Assemblée le 18 novembre, elle n'hésite pas à établir un lien de cause à effet entre la fessée ou, plus généralement, les châtements corporels, et le développement actuel de la délinquance des mineurs ! Les adolescents d'aujourd'hui, nés entre 1990 et 1995, auraient-ils connu une enfance bridée dans un contexte autoritaire et patriarcal ? Auraient-ils subi la terrible loi du martinet ? M<sup>me</sup> Antier ne doit pas vivre sur la même planète que nous. Les sauvages de notre époque sont justement les enfants d'une ère postmoderne bien décrite par nos meilleurs sociologues et qui a relégué depuis longtemps aux oubliettes de l'Histoire l'autorité, le patriotisme, le res-

pect de l'uniforme, la crainte de la loi, du père ou du gendarme, la morale... toutes ces scories de l'abominable société d'avant 1968 tant décriée par nos intellectuels gauchistes, libertaires et féministes.

## Un besoin de repères fermes

À l'inverse, et contrairement à ce que pense M<sup>me</sup> Antier, ils sont bien les enfants du laxisme, de l'absence de père, de la décomposition et des permanentes recompositions du cadre familial... Il suffit d'avoir enseigné quelques années en lycée professionnel pour savoir que c'est de cadres et de repères fermes qu'ont besoin ces jeunes gens. J'ai personnellement le souvenir de quelques jeunes garçons à qui j'es-

sayais d'enseigner le français dans une classe de BEP et qui recherchaient presque volontairement le rappel à l'ordre et la sanction tant ils souffraient de n'avoir jamais été réellement encadrés et punis. M<sup>me</sup> Antier, que nous avons connue mieux inspirée quand elle défendait l'instinct maternel et l'allaitement ou quand elle osait une parole critique sur l'homoparentalité, gagnerait sans doute à lire les travaux de sociologues comme Gilles Lipovetsky ou Marcel Gauchet et à étudier les nombreuses études disponibles sur la délinquance avant de faire des déclarations aussi fracassantes que totalement infondées.

Stéphane Blanchonnet  
[www.a-rebours.fr](http://www.a-rebours.fr)

## POLITIQUE

## Deux héritiers du gaullisme

Dominique de Villepin et Nicolas Dupont-Aignan semblent tous deux s'enfoncer dans une impasse politique tandis qu'ils agitent l'étendard du gaullisme. Sait-on seulement définir cet héritage dont se revendique tout un chacun ?

À la fin de sa vie, l'historien Pierre Gaxotte assista à une émission de télévision sur l'ENA. Un élève de cette école était interrogé. On lui demandait les raisons qui l'avaient poussé à devenir fonctionnaire, assuré d'un salaire moindre que dans le secteur privé. « Par goût du pouvoir », répondit-il sans complexe. Gaxotte fut révolté et il pensa au jeune homme qu'il avait été. Admis à l'École normale supérieure, il ne cherchait ni un salaire, ni une carrière. À ses parents qui s'inquiétaient pour son avenir, il eut lui aussi une réponse lapidaire mais combien plus honorable : « Par goût de servir ! » annonça-t-il.

## Conquérir ou servir

Conquérir ou servir, toute la politique est là. Ainsi de Dominique de Villepin et de Nicolas Dupont-Aignan. L'un et l'autre viennent de tenir leur congrès annuel. L'un et l'autre s'affichent avec bruit, tonnerre et fracas, gaullistes de conviction. L'un et l'autre viennent de l'UMP. L'un et l'autre viennent de ces grandes écoles où s'affiche sans état d'âme la volonté de conquête plus que la notion de service.

Le 4 décembre, au palais des Congrès, Villepin a répété « *La France est fatiguée* », sans penser une seconde qu'il avait sa part dans cet épuisement. Devant une salle pleine, où l'on se tenait debout par manque de place, il lança : « *Il n'y a pas de citoyens libres dans une nation soumise*. » L'ancien Premier ministre, qui avait défendu la constitution européenne en 2005, ajoutait cette fois dans son discours : « *L'euro qui était notre bouée ne doit pas devenir notre boulet*. » Toujours à l'UMP, il ne s'est pas encore déclaré candidat à la présidentielle de 2012. Dans un dernier acte d'incohérence, il vient de publier un livre sur le mode pamphlétaire, *De l'esprit de cour*, qu'il dénonce comme une malédiction française. Comme s'il n'avait pas lui-même participé à cette récurrence de la politique, il se présente en homme virginal, candide, et noie son lecteur sous un vocabulaire qui se veut gaulliste, une grammaire politique conjuguée au temps de la grandeur et de l'indépendance. Au vrai, l'inquiétant avec Villepin, c'est qu'il semble échapper à toute démarche rationnelle.

Nicolas Dupont-Aignan se porte mieux. Il a enlevé ses lunettes, bousculé un style vestimentaire de premier classe. Le ton est faussement décontracté, le parler vrai est de façade. En refusant toute alliance avec Villiers il a bien joué, évité toute compromission avec l'UMP qu'il a quittée il y a trois ans. En réalité, il a repris le même



créneau et le même fonds de commerce que l'ancien président du Conseil général de Vendée. À Philippe de Villiers, il ne reste rien. Sarkozy ne songera même pas à le pousser à la présidentielle pour contrer Marine Le Pen. Dupont-Aignan jubile, même vêtu d'un costume déjà porté et qui ne lui donnera guère plus de voix.

## NDA et son public

À son congrès national tenu le 21 novembre à la salle Olympe de Gouges dans le 11<sup>e</sup> arrondissement, il a entamé un discours pugnace, un tantinet poujadiste - juste ce qu'il faut - et qui n'avait rien d'original : « *La vie chère, c'est l'euro... Les délocalisations, c'est l'euro... Le chômage, c'est l'euro... La misère, c'est l'euro... Alors moi je vais vous dire une chose très simple. Je serais candidat en 2012 à l'élection présidentielle pour en finir avec ce poison* », a-t-il fait scander à des nonagénaires en transe et quelques jeunes loups aux dents longues. Et comme aucun discours ne vaut sans sa petite image, la part du sensationnel s'est limitée à déchirer un immense billet de type Monopoly, photocopie "A3", même pas de 50 ou 100 euros, mais seulement de 10 - pour ne pas trop choquer tout de même ! Devant près de mille personnes, Nicolas Dupont-Aignan a évoqué la souveraineté de la France, le rejet de tous les traités européens, la compromission UMPS (terme emprunté au Front natio-

nal pour fustiger les faibles nuances qui distinguent nos partis politiques), l'importance des frontières pour mieux contrôler l'immigration. Il s'est placé à son tour sous la haute protection de Philippe Séguin et bien-sûr du général de Gaulle. Et un de plus ! Et le problème se situe justement là. Aujourd'hui, presque tout le monde, du PS au Front national, se déclare partisan ou admirateur du chef de la France Libre. Mais c'est ce genre d'unanimité qui dévoile l'acte de décès de ce qu'il encense ou revendique. Villepin et Dupont-Aignan se sont déclarés gaullistes car le principe était à prendre, laissé dans le caniveau par l'UMP. Ils font semblant d'y croire pour conserver un socle de clientèle qui vibre encore à l'évocation de la croix de Lorraine. Ils se sont convertis au général, comme Mitterrand était passé au socialisme. Peu de conviction dans cette affaire, juste de la nécessité. Et leur entreprise, en se parant des draps de la pureté, du refus de la compromission, a toutes les chances de ne jamais déboucher sur la réalité du pouvoir. Car qu'est-ce que le gaullisme ?

Un sentiment, une reconnaissance, un mouvement, une doctrine, un pragmatisme, une forme de bonapartisme, un monarchisme républicain ? Avec surgissement, écroulement et récupérations ultérieures. Mais également une dimension sacrale comme tant d'autres mouvements de masse, et dont sont si éloignés les ci-de-

vant Villepin et Dupont-Aignan. Si Churchill qualifiait de bien continentale la question de l'existence de Dieu, le général de Gaulle illustra souvent ses discours de références bibliques. Et d'abord en diabolisant Pétain, notamment pour en détourner les Américains. Le 18 avril 1942, il affirma : « *l'archange même sera vaincu s'il se laisse prendre aux artifices de Lucifer* », comme il avait déjà évoqué le 12 mars 1941 ces « *Judas qui ont joué la défaite de la patrie. Il vaudrait mieux qu'ils ne fussent jamais nés.* »

## Une France immatérielle

Le gaullisme c'est également une conception de la France immatérielle, symbolique, idéale en un mot. Pétain en avait une conception toute paysanne, un attachement charnel à un territoire défini. D'un côté, « *la terre, elle ne ment pas* ». De l'autre « *une certaine idée de la France* ». On est très loin également de DLR et de RS quand de Gaulle parle de la France dans les termes que la théologie catholique utilise d'ordinaire pour parler de l'Église. « *L'Église est éternelle et la France ne mourra pas.* » Et comment ne pas soupçonner la reprise du dogme de la Trinité défini à Nicée en 325 lorsque le général professe en 1946 que « *le président de la République devrait être réellement la source d'où procède le gouvernement* » ? En réalité, cet homme a été le dernier rejeu des *Deux corps du Roi* définis par Kan-

torowicz. Il y avait chez lui le corps physique et le corps nation, ce qui nous vaudra devant la presse en 1954 « *Moi, j'étais la France* » ou encore le « *Je vous ai compris* » de 1958 à Alger, "comprendre" signifiant ici "englober". Nous assisterons même à des obsèques doubles, le dépouillement à Colombey et la béance à Notre-Dame de Paris. Reste à savoir pourquoi la France du XX<sup>e</sup> siècle a connu ce surgissement des *Deux corps du Roi* mais aussi pourquoi il a tourné court. Car les Français ont bien renversé le général de Gaulle et ils ont même mis un soin particulier à lui donner pour successeur les trois hommes (Pompidou, Giscard et Mitterrand) dont la coalition explicite ou tacite le contraignit au départ.

## Sûr de sa légitimité

De Gaulle ne doutait pas de sa légitimité tandis que Napoléon s'avouait soldat de fortune et que Louis XVIII pensait la monarchie finie. Les Français ne pensaient pas autrement même s'ils le mirent en minorité. Pensons même à la mauvaise conscience de ceux qui votèrent non au référendum d'avril 1969. Le problème vint donc de la nature même de sa légitimité. Elle était la résultante des deux siècles passés et remontait à la rupture de 1789. Elle voulait dépasser les partis, c'est-à-dire la division née avec les constituants de 1789. Mais de la terreur de 1793, les idéaux révolutionnaires ne devaient jamais se relever. On passa alors à l'irrationnel, au local et au romantisme. C'est ici la racine de l'échec du gaullisme. À refuser l'ouverture sur l'universel qui détache l'homme de ce qui l'enracine, le risque est de le réduire à l'enfermement animal. 1789 traita l'homme en ange avant que 1793 le traite en bête. Ce qui conduisit à l'affrontement et au carnage de 1914. L'horreur du conflit redonna du lustre à l'universalisme et lança la révolution russe comme la tragédie d'un second acte purement répétitif. « *Nous avons pensé faire pour le mieux mais au final il s'est avéré que nous avons fait comme d'habitude* », s'est un jour désolé Victor Tchernomyrdine.

Le gaullisme s'est usé là-dessus. À vouloir refondre le local et l'universel, le romantisme et la raison, la droite et la gauche. Le destin du général a été de vouloir concilier 1789 et 1914 mais c'était oublier le poison que portait en eux l'excès du local qui conduisit à Auschwitz et l'excès de l'universel qui mena au goulag. Comme tout le monde en est là, Villepin et Dupont-Aignan feraient mieux de réfléchir à deux fois avant de se déclarer selon tel ou tel principe politique. La période ouverte par la Révolution est close car on sait bien au fond où mènent le désir d'enracinement comme le désir d'ouverture sur l'universel. Reste que ces deux dimensions sont constitutives de l'homme et qu'il faut faire avec. Nos planches de salut sont donc des planches pourries. ■

Marc Savina

□ PORTRAIT

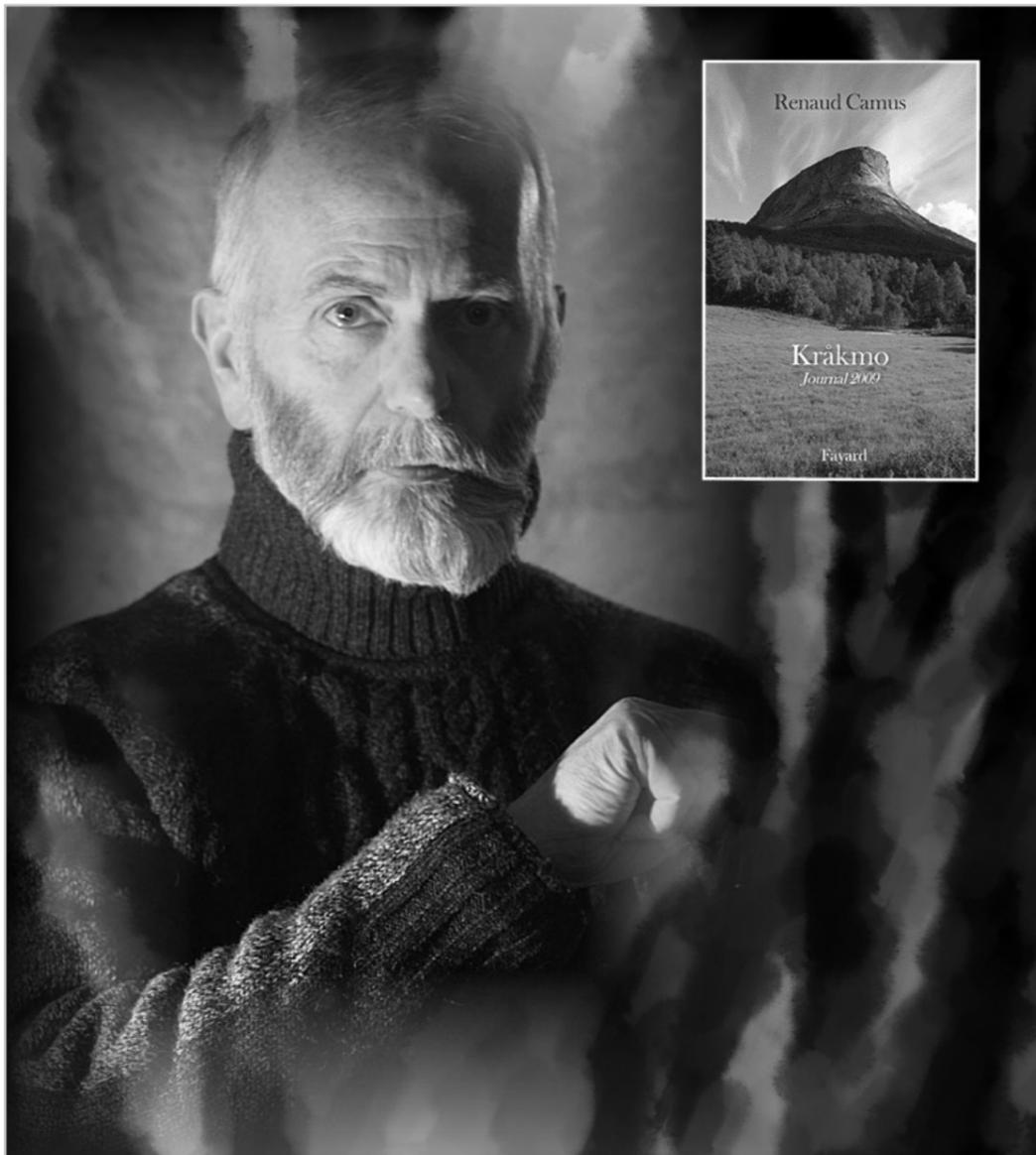
# La citadelle de Renaud Camus

Voué aux gémonies par les chantres du politiquement correct, Renaud Camus n'en est pas moins un écrivain talentueux, dont les ouvrages sont de puissants antidotes à la "déculturnation" qu'il dénonce par ailleurs.

Ce qu'il est désormais convenu d'appeler "l'affaire Camus" aura au moins eu pour mérite d'attirer l'attention de nouveaux lecteurs - et non des moindres, tels Paul-Marie Coûteaux, Élisabeth Lévy ou Alain Finkielkraut - sur l'œuvre de l'un des plus grands écrivains français vivants dont seule une poignée de *happy few* se délectait jusqu'alors. La curée dont fut victime cet homme seul et libre aurait-elle donc été plus parfaite s'il n'avait eu des goûts "achriens" ? Probable : amoureux des femmes, Auvergnat de souche (sic), catholique de culture sinon de foi, son compte n'eût pas été seulement bon mais excellent. (On ne louera pourtant jamais assez les mérites de l'Homme républicain dont chacun sait qu'il n'a ni origine, ni langue, ni religion, ni préjugés, ni traditions, ni coutumes, ni usages, ni mœurs.)

## Liges de petite vertu

Souvenez-vous, les puissantes cohortes de catins germanoprates se constituèrent en liges de très petite vertu pour écraser l'infâme auquel une émission de *France Culture* avait semblé par trop communautaire. Le regard sombre, la mine pensive, BHL pointa les ravages de l'éternelle « *idéologie française* » ; avec l'air entendu d'un ironiste chinois, Solers dénonça la « *France moisie* » et regretta une nouvelle fois que les Plantagenêts n'aient pas triomphé des Capétiens, ce qui nous aurait évité le gouvernement de Bordeaux et l'armistice. Haro sur le disciple de Barrès, sectateur de la terre et des morts - soumis à la petite et à la grande questions, le coupable finit d'ailleurs par avouer que, lycéen, il avait fondé une revue, *Les Taches d'encre*, en hommage au Prince de la jeunesse (il n'y a pas de hasard) ! Sus au fidèle de Maurras halluciné par une anti-France surgie en extrême droite ligne de sa psychose - que ne s'est-il allongé sur le divan de la divine Roudinesco ! Mort au nostalgique du *Volkgeist* et du *Blut und Boden* dont la germanophilie est bien connue de nos services ! La *reductio ad hitlerum* analysée par Léo Strauss fonctionna à merveille : le suppôt du national-socialisme devait être lynché par les amis du genre humain et les défenseurs de la tolérance en vertu de l'immarcescible principe révolutionnaire selon lequel il ne saurait y avoir de liberté pour les ennemis de la liberté. Que le monde serait donc habitable s'il n'était peuplé que de vigilants anti-racistes peinturlurés aux chatoyantes couleurs de la diversité ! C'est bien simple, si Renaud Camus et quelques autres beaufs atrabilaires n'existaient



pas, la gazelle viendrait se blotir contre le lion et les cobras feraient guili-guili aux nouveaux-nés qui leur offriraient leur plus beau sourire.

## Le parti de l'In-nocence

Banni, exilé, ostracisé, relégué, le châtelain de Plieux, en La Varenne gascon définitivement "provincialisé" par le 6<sup>e</sup> arrondissement souverain (quel gâchis, après les années gauche-POL, poppers-Warhol, structuralo-textuelles...), aurait dû ruminer amertumes, ressentiments et aigreurs, visité seulement par quelques jeunes gens aux cheveux blonds et ras - mais au système pileux développé - auxquels, la lame à l'œil, il aurait projeté *Les Damnés*. Las... Non seulement le fantasmatique hobereau survécut au règne des droits de l'Homme et au jugement dernier de la Démocratie tel que formulé par les oligarques au nom du peuple français (dont le dos est aussi bon que les épaules sont larges), mais sa graphomanie obsessionnelle s'aggrava, encouragée peut-être par les nouveaux admirateurs que lui valurent ses déboires. Les chiens aboyèrent, sa caravane de voyageurs enraciné passa, en quête -

par exemple - de lieux où l'esprit continuerait de souffler (on nous pardonnera cette réminiscence mal inspirée) en France, certes, mais également en Grande-Bretagne, en Irlande, au Danemark et en Norvège. C'est ainsi qu'il parvint à saluer en leurs demeures d'aussi bons... esprits que Carlyle, Giraudoux, Knut Hamsun ou Barbey d'Aurevilly ; le fil des jours s'écoula aussi au rythme de son *Journal* marqué par des ennuis calorifères, bancaires et testiculaires certes mais, surtout, par une vision infiniment noble de l'existence caractérisée par la hauteur de vue et d'esprit, la droiture, la fidélité, l'urbanité, bref, par la civilisation dont chacun de ses livres constitue une enclave dans cet océan de laideur et de barbarie que sont devenues, après des siècles de défiguration - et pour des raisons différentes - la France réelle et la France légale. Saint-Exupéry écrivit *Citadelle* dont Pierre Boutang proposa une si juste lecture ; Vialatte jugeait urgent de faire naître des îles... Urbanité, disais-je, mais aussi courtoisie, politesse, civilité même, si ce mot n'était hélas pollué par l'usage que toutes les crapules "citoyennes" en font. Le combat désespéré pour l'ordre et la beauté poussa Renaud Ca-

mus à jouer le jeu de la démocratie en fondant un parti politique en 2002, le parti de l'In-nocence, de la "non-nocence" ou "non-nuisance" dont la récente parution de l'*Abécédaire* des communiqués de presse permet de suivre la ligne.

## Le grand remplacement

Entre "grand remplacement" « *des populations indigènes par des populations immigrées, contre-colonisatrices* » et "grande déculturnation" par refus ou haine de l'héritage, soit, de la transmission, donc, de la tradition, Camus brosse un tableau parfaitement réaliste de ce que l'on ose encore appeler la France, ce vieux pays transformé en grande surface administrative par les thuriféraires du contrat et du « *plébiscite de tous les jours* » (de ce point de vue-là, nous ne suivrons pas les analyses proposées par l'écrivain mais notre désaccord vise simplement des définitions, non des faits), ces « *amis du désastre* » qui, en bons progressistes, se félicitent chaque jour du « *réensauvagement* » des mœurs. « *Communiqué n° 921, 26 octobre 2009 - Sur le réensauvagement de la société en France.*

Le parti de l'In-nocence voit dans les ahurissants événements de Marseille et les combats de rue auxquels a donné lieu l'annulation d'un match de football entre une équipe marseillaise et une équipe parisienne une nouvelle manifestation, et particulièrement criante, de la rapide décivilisation en cours dans notre pays et du réensauvagement du territoire par le double effet du naufrage de l'Éducation nationale et de la diversité tant vantée, si justement crainte par tous les régimes de la France historique et qui montre en de pareilles circonstances son véritable visage, haineux et barbare. »

Lucide et courageux, l'auteur de *Roman Roi* pourfend la vulgate antiraciste et l'idéologie du métissage mais, également, défend notre patrie avec de beaux accents barrésiens et péguystes - ainsi de la grande pitié de nos églises, « *édifices qui, tout au long de la période historique de la France, ont été l'un des principaux centres de gravitation de la vie des villages, le point de référence essentiel de la présence humaine dans le paysage sensible, enracinés qu'ils étaient dans la terre et tendus vers le ciel* ».

## Dans l'arène politique

Enfin, candidat à la présidence de la République, il présente les grands axes de son programme en matière de culture et communication - si "antinomique" soit l'association de ces deux mots -, de démographie, d'écologie, d'éducation, de politique européenne, de fiscalité, d'immigration et de politique internationale. Constatant la disparition de la civilité, Renaud Camus atteste en définitive et d'un même mouvement celle de toute cité au profit... des « cités », voire, des abominables - sur un plan sémantique au premier chef - « quartiers ». La « France » se divise ainsi, d'une part, entre des meutes barbares dont aucune frustration - contrairement à ce qu'il se dit d'ordinaire - n'est venu tempérer le sentiment infantile de toute-puissance et, d'autre part, de folles monades démocratiques enivrées d'une volonté... de puissance enragée qui vont et viennent où leurs caprices les mènent, bardées de droits dont elles considèrent que l'extension illimitée constitue la raison d'être : quand l'ignoble « vivre ensemble » prospère, quand l'« autre » (« Autrui est un cul », écrivait justement Rebatet dans *Les Deux étendards*), dont l'exaltation contemporaine désespèrerait un saint, oblitère avantageusement le prochain - qui commence par l'entourage immédiat, fût-ce le voisin de bureau, de palier ou de chambre -, la sociabilité est morte comme, avant elle, la socialisation. C'est ainsi qu'en moraliste, ce contemporain capital qu'est Renaud Camus a redécouvert l'une des vérités de la science politique la plus classique. ■

Louis Montarnal

✓ Renaud Camus : *Krakmo - Journal 2009*, Fayard, 614 pages, 32 € ; *Abécédaire de l'In-nocence*, éditions David Reinharc, 590 pages, 29 €.

## ITALIE

## Vénéneuse démocratie

Les travaux des députés italiens ont été suspendus pour laisser libre cours à la guerre opposant Gianfranco Fini et Silvio Berlusconi, dont le gouvernement vient d'être sauvé par trois voix de majorité.

À terme d'une longue partie de poker menteur, les députés italiens devaient se prononcer ce mardi 14 décembre sur une motion de censure déposée par l'opposition de gauche, celle-ci étant rejointe par un "troisième pôle" aux contours passablement flous, mais comprenant des partisans de Gianfranco Fini et des élus de quatre formations centristes. Nul doute que chaque député se sera déterminé d'abord en fonction de ses propres intérêts, liés incidemment à un hypothétique avenir politique. Et ce ne sont pas les manifestations de masse organisées samedi dernier par la gauche et le lendemain par la droite qui auront fait bouger les lignes.

## Coups de bluff

À la chambre des députés, la majorité absolue est de 316 voix. Or, depuis la défection des finiani qui ont créé leur propre groupe, le PDL berlusconien et son alliée la Ligue du Nord ne comptent plus que 308 députés, du moins sur les tablettes du parlement. C'est donc à la marge que tout s'est joué, à coups de bluff et de débauchages parfois étonnants, chaque camp prétendant avoir réuni les soutiens nécessaires.

Chez les adversaires de Silvio Berlusconi, l'hostilité au personnage n'est pas feinte, mais la crainte d'élections anticipées n'en est pas moins réelle. C'est pourquoi Gianfranco Fini et le centriste (UDC) Pier Ferdinando Casini ont bruyamment fait pression pour amener Berlusconi à démissionner avant le 14 décembre, afin d'éviter le scrutin de censure qu'ils étaient censés soutenir. Ils faisaient valoir qu'un tel scénario permettrait d'imaginer soit un gouvernement Berlusconi "bis" élargi au centre,



soit plus probablement la mise à l'écart du Cavaliere. La ficelle était un peu grosse. Sans compter que l'hypothèse centriste réulse les amis d'Umberto Bossi. Néanmoins, durant la semaine précédant le vote, le président de la Chambre, Gianfranco Fini, avait suspendu les travaux des députés afin de favoriser le déroulement des tractations. La démocratie parlementaire dans toute son impudeur.

## Budget d'austérité

En revanche, les sénateurs sont restés assidus. La chambre haute, où les pro-Berlusconi - PDL et Ligue du Nord - disposent à eux seuls de la majorité, a en effet voté définitivement l'importante loi de finances pour 2011. Voulant démontrer son « sens des responsabilités », le groupe des finiani (Futur et Liberté, FLI) a également approuvé ce budget basé sur un plan d'austérité prévoyant des coupes de 25 milliards d'euros

étalées sur les deux ans à venir. La pause accordée aux députés avant la reprise cruciale de ce début de semaine n'a guère ému l'opinion, pour la simple raison que le parlement se trouvait quasiment paralysé depuis avril dernier - quand, en direct à la télévision, Berlusconi et Fini se sont insultés devant tous les responsables du PDL, qui était encore leur parti commun.

Depuis lors, Gianfranco Fini a fondé le FLI, un groupe d'une trentaine de députés, en promettant un « soutien critique » au gouvernement, qui s'est même traduit par un vote de confiance le 29 septembre. Mais ce soutien ambigu a rapidement dérivé pour aboutir à une guerre ouverte entre Fini et Berlusconi. Le travail parlementaire en a passablement souffert, et les réformes annoncées en septembre risquent de s'enliser au gré d'amendements ou de manœuvres dilatoires. Alors que, par exemple, les leghistes réclament à cor et à cri la mise

en œuvre d'un véritable fédéralisme, institutionnel et fiscal. La Ligue du Nord est d'ailleurs le seul parti à ne pas redouter des élections anticipées, Umberto Bossi étant persuadé de pouvoir en sortir renforcé.

## Libertinage

Gianfranco Fini ne peut en dire autant. S'il a basculé en quelques mois dans l'opposition, au risque d'apparaître comme un traître à la droite, c'est évidemment parce que, "dauphin" autoproclamé, il s'impatientait alors que Silvio Berlusconi ne lui envoyait pas de signal encourageant. C'est aussi en raison de circonstances jugées favorables, la popularité du président du Conseil s'étant dégradée à la suite de révélations en chaîne sur son inclination au libertinage. Les médias italiens, qui offrent plus de diversité qu'on veut bien le dire en France, en ont peut-être rajouté sur ce chapitre. Cependant, il n'est pas jusqu'à Wikileaks qui n'ait alimenté le "buzz" ; selon un rapport de l'ambassade des États-Unis à Rome, le Cavaliere serait « fatigué par ses trop nombreuses fêtes nocturnes » dans sa propriété d'Arcore, près de Milan. Une propriété qui a déjà une longue histoire licencieuse. Dans un vrai faux roman qui rencontre un certain succès actuellement en France, *Dolce vita 1959-1979* (Stock), l'auteur, Simonetta Greggio, raconte que le précédent propriétaire d'Arcore, le marquis Camillo Casati Stampa, était un adepte des parties fines, qui se sont tragiquement terminées en août 1970.

Silvio Berlusconi n'est pas le protagoniste de ce récit dont la plupart des personnages sont réels avec pour cadre les années de plomb - Brigades rouges, terrorisme, complots -, mais Mme Greggio n'a pu résister au plaisir de la digression. Et pas davantage au portrait en charge qui souligne l'appartenance de Berlusconi à la loge P2, il y a près de trois décennies. Admiré ou détesté, maintenant sur le déclin, le Cavaliere reste à soixante-quatorze ans une énigme fantasmagorique. ■

Guy C. Menuisier

## BELGIQUE

## Le rattachisme en berne

ANDRÉ SCHREURS s'est éteint à quatre-vingt-trois ans. Il avait dirigé le palais des congrès à Liège durant vingt-cinq ans. Mais on se souviendra surtout de son engagement et de son héritage familial. Son père Fernand fut à l'origine des accords Schreurs-Couvreur de 1954 censés établir une Belgique composée de deux États. Pour la petite histoire, relevons que Schreurs, au nom flamand, était le Wallon et Couvreur le Flamand...

André, le fils, inspiré comme son père par la France libre et l'appel du 18 Juin, reprit le flambeau. En 2008, il présida les États généraux de Wallonie, qui n'eurent pas l'audience et la répercussion du congrès national wallon de 1945 dont son père avait été le secrétaire général. Au temps de la question royale en 1950, certains croient que c'est chez lui que se réunirent les membres du gouvernement wallon qui s'approprièrent à proclamer l'indépendance de la Wallonie. Selon un document en possession d'André Schreurs, qu'il tenait de son père, le consul général de France de l'époque, Jules-Daniel Lamazière, ayant rang de ministre plénipotentiaire, aurait promis, d'ordre de son ambassadeur, « le concours de deux régiments français pour soutenir le gouvernement wallon ». La question royale connut l'épilogue que l'on sait avec l'abdication de Léopold III. Il n'en fut donc plus question.

La disparition d'André Schreurs vient raviver des souvenirs lointains. Aujourd'hui les Belges se suffisent à eux-mêmes pour se diviser... □ Ch.-H.B.

## BELGIQUE

## Dans la mer des Sargasses



Le pays s'habitue à vivre avec un gouvernement expédiant les "affaires courantes".

DANS L'ÉNUMÉRATION de poncifs, il en est un repris avec autant de constance que de délectation. On parle de l'esquif gouvernemental. Assortissons cette image convenue d'une autre moins fréquente en politique. En Belgique, actuellement, l'esquif gouvernemental - virtuel - est perdu au milieu de la mer des Sargasses. Le conciliateur royal, le socialiste flamand Johan Vande Lanotte, consulte, propose, tempore, sollicite des chiffres et les aligne. Il s'épuise en va-et-vient entre les partis flamands et francophones pour leur faire-part des évaluations des experts. Peut-on pour autant parler d'affolement? Pas le moins

du monde. Le gouverneur de la Banque nationale, Guy Quaden, assure qu'un « gouvernement dans les semaines à venir ne serait pas mal ». Mais aussitôt, de peur qu'on lui prête, à lui, haut-fonctionnaire proche du PS, une prise de position politique, il corrige et atténue : « N'allez pas dire que le gouverneur de la Banque nationale exige un gouvernement pour demain. » Et de dorer la pilule. Certes, la dette publique (100 % du PIB) reste un fardeau mais « à long terme la tendance n'est pas mauvaise ». Le chômage demeure une préoccupation, mais avec un taux de 8,5 % pour 2010 la Belgique (avec l'Allemagne) ne s'en tire pas trop mal. Ce que le gouverneur ne souligne pas, c'est le déséquilibre entre les régions. Le chômage est trois fois plus élevé à Bruxelles et en Wallonie qu'en Flandre.

Et puis, il y a la croissance pour reconforter ce gardien du coffre-fort. Au lieu de 1,3 % annoncé, la croissance devrait s'établir en fin de l'année à 2,1 %, ce qui est plus que la moyenne européenne et,

souligne-t-on avec fierté, « la deuxième performance après l'Allemagne ». La Belgique, explique-t-on, se situe dans le sillage économique de ce grand voisin. Bref, tout semble aller très bien, Madame la Marquise.

## Yves Leterme a gagné ses galons

Nous avons un gouvernement tout à fait à l'aise dans l'expédition des affaires courantes et des gouvernements régionaux qui fonctionnent... Les Belges finissent par croire à une fausse vacance du pouvoir. Puisque d'affaires courantes il s'agit, laissons-les courir. Yves Leterme, jugé hier le plus mauvais Premier ministre du royaume, a gagné ses galons et, comme il paraît s'ébrouer avec aisance, conservons-le et prolongeons la vie de cette apparence, somme toute heureuse, de gouvernement. Dans les quotidiens, souvent les nouvelles de la crise politique sont reléguées en pages intérieures. Elles finissent pas lasser les

plus attentifs au sort du pays. Sur la lunette de son navire virtuel, le commandant de bord, Johan Van de Lanotte scrute l'horizon. Il alterne optimisme et pessimisme selon les signes recueillis. On a beaucoup remarqué la présence de Bart De Wever, invité du Cercle de Wallonie. Devant Didier Reynders et une brochette de patrons wallons, il a réaffirmé qu'il voulait embarquer les libéraux avec lui. Cela pendant qu'il négocie, sans eux, la formation d'un gouvernement. D'où les accusations de duplicité. D'où l'inquiétude de beaucoup qui croient trouver sous le sapin de Noël un paquet-cadeau enrubanné portant la date de nouvelles élections. Certes, il reste la possibilité d'avoir un gouvernement. Mais, pour reprendre le très prudent gouverneur de la Banque nationale : « un gouvernement durable, car, s'il ne tient que quelques semaines, cela n'arrangerait rien ». Le moins qu'on puisse dire c'est que les patriotes ne se bousculent pas. ■

Charles-Henri Brignac

□ ÉTATS-UNIS

# L'épreuve du chômage

**Le chômage atteint un niveau record aux États-Unis, où nulle embellie ne se dessine à court terme. Cela ne manquera pas d'alimenter la défiance des Américains à l'égard des responsables politiques.**

« **L**e chômage nous a tués ! » Verdict amer d'un vieux politicien de l'Ohio au soir des élections législatives du 2 novembre dernier : il venait d'apprendre sa défaite avec cinq mille voix de retard. Le vide, l'humiliation, après avoir occupé un siège au Congrès de Washington pendant un quart de siècle. L'amertume se comprend : battu par un jeune inconnu désargenté et sans beaucoup d'idées neuves. Le verdict s'explique : les républicains ont volé vers la victoire en martelant : « *Obama, des emplois !* »

**Un fait inédit**

Bien sûr, l'opposition avait un programme : combler le déficit budgétaire, supprimer le gaspillage gouvernemental, réduire la pression fiscale et remanier l'assurance santé. Mais de tous ces défis, émergea très tôt dans la campagne le plus lancinant d'entre eux : le chômage. Et de tous les slogans rageurs de ces longs mois fiévreux, un seul éclata vraiment dans les esprits : « *remettre l'Amérique au travail* ». Les États-Unis d'aujourd'hui, ce sont seize millions de chômeurs englués dans un désenchantement général. Un record depuis 1945. Presque 10 % des actifs n'ont plus d'emploi. Dans certains États, ce chiffre grimpe à 15 %, ou même 18 %.

La France et l'Europe se sont depuis longtemps habituées au chômage. Tout le monde, ou presque, trouve normal que dans cette jungle du libéralisme économique, des millions d'hommes et de femmes soient poussés hors du courant moteur vers les rivages asséchés de la croissance. Ces marginaux sont les victimes expiatoires d'un système. Ensemble, ils constituent une sorte de fatalité. Plus personne ne s'en ofusque, le monde politique encore moins qu'un autre : ces intrus boudent les urnes dans les mêmes proportions qu'ils sont boudés par les patrons. Ici, de l'autre côté de l'Atlantique, ces problèmes ne sont



Une usine en Californie

pas vécus de la même façon. Pour les Américains, le chômage n'est pas une fatalité, mais la marque la plus cruelle d'un échec des autorités gouvernementales. Pour eux, le chômage s'assimile à un scandale qu'il convient d'éradiquer au plus vite. Le fameux rêve américain en dépend.

**Enjeux politiques**

Ce qui dépend également du taux de chômage, c'est la réélection d'Obama en 2012. Si le nombre des sans-emploi avait oscillé autour de cinq millions au cours des mois précédant le vote du 2 novembre, les démocrates auraient perdu des sièges mais la Chambre des représentants serait sans doute restée sous leur contrôle. Le parti au pouvoir est passé d'un tassement prévisible à une débâcle spectaculaire à cause des seize millions de pauvres bougres qui agitaient leur lettre de licenciement en criant leur désarroi. Rien de plus contagieux que l'angoisse. Chaque chômeur se trans-

forma en accusateur public. Les sondages montrèrent qu'un tiers des Américains connaissait directement un homme ou une femme à la recherche d'un emploi. Un tiers : proportion considérable lorsqu'on sait que, de tous les problèmes économiques, le chômage est celui qui détient la plus importante charge politique. Les experts estiment qu'au cours des deux prochaines années, le taux de chômage perdra un peu plus d'un point pour se situer entre 8 % et 9 % de la masse de travail. C'est encore beaucoup trop pour celui qui sollicitera une reconduction de son mandat.

Comme Obama, toute l'Amérique a les yeux rivés sur les indicateurs de tendance. Or, curieusement, seul celui de l'emploi clignote au rouge. En novembre, il y eut à peine 39 000 créations de postes de salariés. Il en faudrait 125 000 par mois sur une longue période pour un retour à la normale. Nous en sommes loin. Et peu d'observateurs se risquent à avancer une date pour la sortie du tunnel. Ce-

pendant, la consommation a repris du souffle avec les fêtes de fin d'année ; la bourse affiche des couleurs après une inquiétante sinistrose ; les ventes d'automobiles ont augmenté de 17 % depuis décembre 2009 ; le flot de maisons sur le marché prouve que la confiance reparait ; depuis deux mois, le bâtiment est sorti de sa léthargie et les entreprises sont en train de reconstituer leur trésorerie. « *Vu d'un peu loin, ce tableau paraît encourageant*, constate Brian O'Connor, analyste à l'American National Bank. *Mais dès qu'on s'en rapproche, la tache menaçante du chômage s'impose à l'ensemble. L'important est ce qu'il cache.* »

**Barack Obama mis en accusation**

Que cache-t-il donc, ce chômage ? À la fois un trouble profond et une grande incertitude. Voilà pourquoi cette surprenante épreuve dans l'histoire des États-Unis dure maintenant depuis vingt mois. Et voilà pourquoi on ne pourra en sortir vraiment que par des actes politiques décisifs. La récession n'explique pas tout. Obama eut une grande part de responsabilité dans ce marasme. Il a troublé les esprits en dilapidant le Trésor public et en pratiquant un étatsisme outrancier. Il a ainsi fait naître dans les consciences patronales le virus de l'incertitude. Les gesticulations démagogiques du locataire de la Maison Blanche parurent si incohérentes que beaucoup de chefs d'entreprise jugèrent qu'il était préférable d'attendre et de voir venir. D'où leurs réticences face à l'embauche. Et le recours aux agences d'intérim. « *Tant que les patrons se montreront satisfaits du temps partiel*, assure Kevin Logan, économiste à la banque HSBC, *le chômage restera à son niveau actuel.* » Pour le faire baisser, les républicains veulent réduire les impôts et alléger les charges patronales. Solution classique à laquelle s'ajoute en surimpression un débat hautement explosif : combler le déficit budgétaire en verrouillant toutes les dépenses, ou injecter encore des milliards de dollars dans l'économie pour que la croissance décolle. La parole est aux politiciens. ■

De notre correspondant aux États-Unis  
**Philippe Maine**

» IMMIGRATION

Les évolutions démographiques, les besoins économiques et les changements environnementaux provoqueraient l'accroissement « *inexorable* » du nombre de migrants internationaux, selon un rapport de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Si leur nombre continue d'augmenter au même rythme qu'au cours des vingt dernières années, il devrait passer de 214 millions aujourd'hui à 405 millions en 2050. En conséquence, affirme l'OIM, les pouvoirs publics n'auraient pas d'autre choix que de mobiliser des ressources pour « *tirer pleinement profit du potentiel qu'offriront les migrations futures* ».

» CUBA

Paris et Cuba ont annoncé la reprise de leur coopération bilatérale, officialisée par une déclaration conjointe signée le 30 novembre. Le Quai d'Orsay s'en est félicité, promettant, notamment, une diffusion accrue de la langue française. 6 700 Cubains y seraient d'ores et déjà familiarisés dans les Alliances françaises de la Havane et Santiago.

» URANIUM

En marge du sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la Biélorussie a annoncé sa décision d'éliminer ses stocks d'uranium hautement enrichi. Paris a salué cette initiative, « *dont la mise en œuvre effective contribuera au renforcement de la sécurité nucléaire et de la lutte contre la prolifération* ». À cette occasion, le Quai d'Orsay a souligné la participation de la France au programme de conversion des réacteurs de recherche lancé par les États-Unis : douze réacteurs auraient déjà bénéficié de l'intervention d'Areva afin de fonctionner avec un uranium faiblement enrichi.

**NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?**  
**Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !**



BULLETIN D'ABONNEMENT CI-CONTRE

**L'ACTION FRANÇAISE 2000**

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

- ✓ Civilité .....
- ✓ Prénom .....
- ✓ Nom .....
- ✓ Adresse .....
- .....
- ✓ Code postal .....
- ✓ Commune .....
- ✓ Téléphone .....
- ✓ Courriel .....

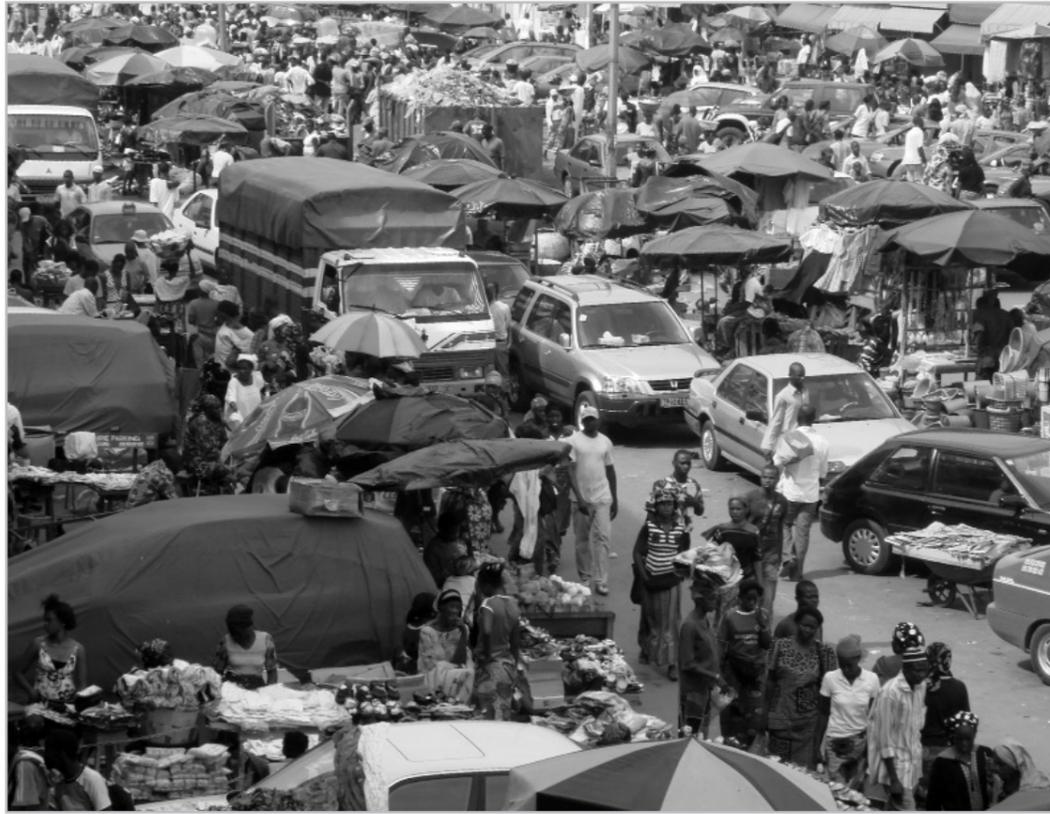
Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :  
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
- France .....80 €
- Étranger .....140 €
- Abonnement ordinaire
- Un an .....125 €
- Six mois .....70 €
- Abonnement de soutien
- Un an .....150 €
- Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
- Un an .....70 €
- Outre-mer (un an)
- DOM .....135 €
- TOM .....165 €
- Étranger (un an)
- Europe .....165 €
- Autres pays .....178 €

## CÔTE D'IVOIRE

## Deux présidents pour un pays

Au lendemain du scrutin présidentiel, la contestation des résultats électoraux menace de plonger la Côte d'Ivoire dans le chaos. La démocratie fera-t-elle sombrer cette vitrine de l'Afrique francophone ?



Le marché traditionnel d'Adjamé à Abidjan, l'ancienne capitale où s'est installé Alassane Ouattara

La Côte d'Ivoire, naguère le pays le plus prospère et la vitrine de l'Afrique francophone subsaharienne, traverse, à nouveau, une période de fortes turbulences. On espérait qu'avec l'élection présidentielle du 25 novembre, sous contrôle international et dans des conditions assez normales, le pays retrouverait, après dix ans d'incertitude, une situation politique stable et normalisée. Les deux candidats arrivés en tête au premier tour - le sortant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara - s'étaient engagés solennellement, devant les caméras de la télévision, à respecter le verdict des urnes. Hélas, les choses sont parfois moins simples qu'on ne le pense.

Alassane Ouattara, homme du Nord, musulman, ancien Premier ministre, ancien haut fonctionnaire du FMI a été élu avec 52 % des voix. Résultat certifié par la commission électorale indépendante, ainsi que par le représentant des Nations Unies dépêché sur place pour les circonstances.

## Vies parallèles

Résultat contesté par le vaincu, Laurent Gbagbo, l'homme du Sud, président sortant, chrétien protestant, franc-maçon, proche de certains milieux et *leaders* du Parti socialiste en France. Le Conseil constitutionnel, inversant les résultats proclamés par la commission électorale, a annulé une par-

tie des votes et Laurent Gbagbo a été proclamé président avec une majorité restreinte, mais proclamé néanmoins. Qui a tort, qui a raison ? Il est impossible, évidemment, de le dire. Même sur le plan strictement juridique.

Ouattara, installé sous la protection des forces armées de l'ONU, dans un grand hôtel de l'ancienne capitale Abidjan, la principale ville du pays, signe des décrets, effectue des nominations et des destitutions, communique par l'intermédiaire des médias internationaux. Gbagbo, détient les leviers de commande, semble contrôler l'armée et la police, et dispose de la radio-télévision nationale. Il a prêté serment, tout comme Ouattara, mais d'une ma-

nière solennelle. Lui aussi procède à des nominations, mais gère en fait le pays. Pour combien de temps ? La "communauté internationale" l'Union africaine, après un moment d'hésitation, et surtout la France et les États-Unis font pression sur Gbagbo pour laisser la place. Même le premier secrétaire du PS, Martine Aubry, s'est désolidarisé de certains de ses camarades qui continuent à soutenir le président sortant. Voilà donc un pays avec deux présidents. La situation peut-elle perdurer ? Si Laurent Gbagbo veut s'accrocher au pouvoir, il en a les moyens, l'exemple de Robert Mugabe au Zimbabwe est là pour le prouver. Il brandit l'étendard de l'"ivoirité", du patriotisme, du nationalisme, traite l'autre vainqueur de marionnette du FMI, de la France et des États-Unis, parle du néocolonialisme.

## 15 000 Français otages du pouvoir

Son intransigeance pourrait déboucher sur une situation semblable à celle des années 2002-2003 - une guerre civile Nord-Sud - et plonger le pays dans le chaos. Si les forces de l'ONU, et la France surtout, interviennent pour le déloger et installer Ouattara au pouvoir non virtuel, ce sera la révolte populaire dans le pays, voire ailleurs en Afrique. Les 15 000 Français présents sur place seront les otages du pouvoir et de la rue déchaînée.

La problématique est complexe. Gbagbo est, pour le moment tout au moins, dans une situation avantageuse. On peut l'affamer, soumettre le pays au blocus comme le Zimbabwe. Mais c'est surtout la population qui en souffrira. Sans oublier que tous les blocus peuvent être détournés. Il faut souhaiter qu'une issue amiable soit trouvée à la crise, et que la France, les États-Unis et le FMI, honni de toutes les populations du tiers-monde en raison de ses positions, s'abstiennent de déclarations ou actions intempestives. Le recours à une médiation africaine semble, au demeurant, la meilleure solution pour laisser le temps au temps, éviter d'envenimer les choses et l'éclatement d'une nouvelle guerre civile. ■

Pascal Nari

## Nouvelles d'Afghanistan

□ La Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a « *vivement salué* », le 1<sup>er</sup> décembre, l'annonce définitive des résultats des élections législatives du 18 septembre. Il était temps ! Les polémiques et les violences s'en trouveront-elles apaisées ?

□ Trois jours plus tard, l'ONU s'est inquiétée des combats sévissant dans le Sud du pays, dont la population fait les frais : le nombre de blessés accueillis à l'hôpital Mirwais de Kandahar aurait atteint un niveau record ; en août et septembre, on en aurait compté deux fois plus que l'année précédente.

□ Dans ce contexte, la MANUA recommande au gouvernement afghan « *de continuer à afficher publiquement le caractère prioritaire, pour la paix et la stabilité, du respect des droits des femmes* ». Mais le retour au calme ne serait-il pas un préalable à la réforme des mœurs locales ?

## VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?



Rendez-vous à cette adresse pour savoir dans quel kiosque l'acheter :

[www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com)

## Impasse totale en Palestine

Alors que les négociations de paix semblent bloquées, on envisage la proclamation d'un État palestinien.

UNE FOIS de plus, Washington a reculé devant les exigences d'Israël et du Premier ministre Benjamin Netanyahu, lui même otage de l'aile extrémiste de son cabinet, ou faisant semblant. Le préalable, maintes fois proclamé par la diplomatie américaine et le président Obama, le gel provisoire de la colonisation sauvage, a été retiré des conditions posées à l'État hébreu. Au moment où nous écrivons, ce "dégel" a fait disparaître les derniers espoirs d'une solution politique et pacifique entre Israéliens et Palestiniens. Certes, des contacts sont

maintenus par l'intermédiaire de l'Arabie séoudite et de l'Égypte. Mais le nouveau recul de Washington apporte de l'eau au moulin des extrémistes islamistes et affaiblit davantage la position du président Mahmoud Abbas, pourtant partenaire indispensable. Le danger immédiat serait la reprise de la violence, provoquant un bain de sang dans les territoires occupés. Avec des conséquences que l'on devine dans la région. L'Amérique, l'Égypte, l'Arabie séoudite et la Jordanie parviendront-elles à l'éviter ou à le retarder ? Il faut l'espérer. Pour cela il faudrait redorer le blason de l'Autorité palestinienne et "sauver le soldat Mahmoud Abbas". Mais comment ?

Une autre issue, aux conséquences imprévisibles, semble se dessiner : la proclamation unilatérale d'un État palestinien dans les frontières de 1967, reconnues par l'ONU, et ayant Jérusalem-Est comme capitale, virtuelle bien entendu. De plus en plus de

Palestiniens et de nombreux milieux arabes sont favorables à cette proclamation. Immédiatement tous les pays arabes, voire musulmans, reconnaîtraient cet État. L'Argentine et le Brésil l'ont déjà fait par avance ! Il faudra ensuite passer devant le Conseil de sécurité de l'ONU, dont la majorité votera probablement pour cet État mais sera bloquée par un veto américain. L'étape suivante sera un vote de l'Assemblée générale de l'ONU, acquis d'avance. Vote symbolique.

## Seul Washington possède l'influence nécessaire

L'armée israélienne apparaîtra alors comme une "force d'occupation" dans les territoires, encore un peu plus qu'actuellement. Israël et les États-Unis, ainsi que quelques autres États, seront juridiquement dans une position difficile. Néanmoins, on voit mal ce

que cela apportera dans les faits aux malheureux Palestiniens, peuple dépossédé du plus élémentaire de ses droits, l'indépendance de la patrie.

Situation inextricable, impasse totale, pourrait-on dire. Seul Washington possède le pouvoir et l'influence nécessaires pour amener l'État hébreu à la table des négociations et à des concessions minimales pour relancer le processus de paix. Pour le moment, la volonté politique semble manquer dans la capitale des États-Unis. Et l'Europe dans tout cela, dira-t-on ? Elle a d'autres chats à fouetter. Sa "diplomatie" (sic) est plus préoccupée à recruter des centaines de fonctionnaires inutiles, à créer des ambassades dans de nombreuses capitales sans savoir pourquoi, qu'à autres choses. D'ailleurs au nom de qui et de quoi Lady Ashton pourrait-elle parler ? Henri Kissinger aurait demandé : quel est son numéro de téléphone ? ■ P.N.

□ CETTE ANNÉE-LÀ

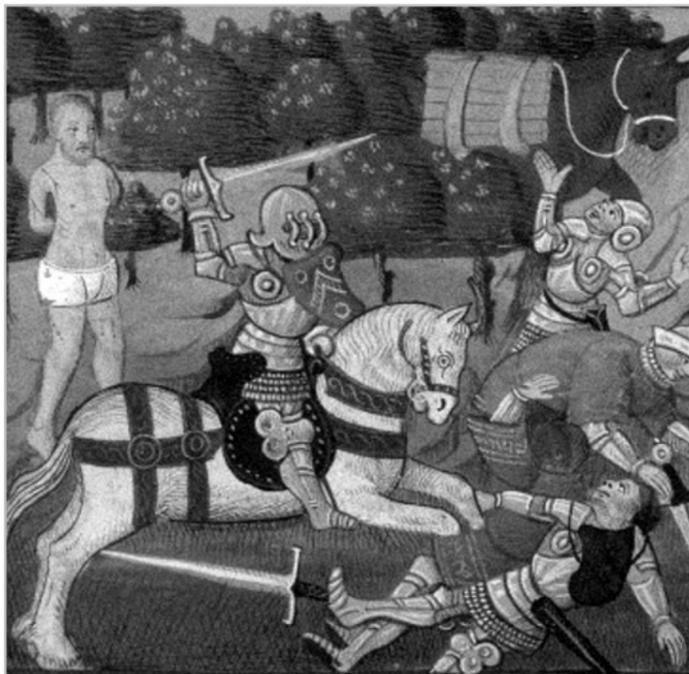
# 1010 : L'Église et le roi

Suscités par l'Église, des mouvements de paix se développent au X<sup>e</sup> siècle, donnant lieu à des assemblées, jusqu'à gagner la cour un 25 décembre – il y a mille ans !

Cette année-là, la vingt-quatrième de son règne, Robert II, trente-huit ans, s'appliquait, avec l'aide des évêques, à moraliser la guerre. Ce n'était pas une mince affaire en une époque de féodalité aussi violente, où l'État manquait de moyens pour imposer sa force. Nous avons déjà vu le fils d'Hugues Capet, désigné comme le Pieux, s'imposer en modèle de sainteté, menant une vie humble de prière, bien qu'affublé d'une épouse légère et vaniteuse, Constance d'Arles, fille de Guillaume Taillefer, comte de Provence, avec laquelle il vivait son purgatoire sur terre, après avoir trop laissé parler son cœur tumultueux...

## Souvenir d'enfance

Dès son enfance, le roi avait entendu parler des mouvements de paix, qui, conformément à la loi de l'Église, se préoccupaient de ces souillures qu'étaient l'homicide et la violation des lieux consacrés. Les premiers signes de la "paix de Dieu" étaient apparus dans les montagnes auvergnates lors du plaid de Clermont (958) ; nourri d'idéaux déjà formulés par l'Église carolingienne, il demanda aux prélats du centre de la Gaule (Auvergne, Velay, Limousin...) de tenter de rétablir « la paix qui vaut mieux que tout ». Puis une assemblée tenue à Aurillac en 972 fut organisée par l'évêque Étienne II de Clermont avec ses collègues de Cahors et Périgueux ; on parla de contraindre par les armes ceux qui ne voudraient pas jurer la paix. Puis en 989 on se réunit à Charroux (Poitou) à l'initiative de Gombaud, archevêque de Bordeaux, en 990 à Narbonne, en 994 au Puy, où l'on définit la paix comme une condition du salut de l'âme.



La paix de Dieu officialise le rôle de protecteur dévolu à la noblesse

C'est le 25 décembre 1010 - il y a mille ans - que le mouvement gagna la cour de Robert II le Pieux qui tint sa première assemblée à Orléans ; « *Ô foule des pauvres, rends grâce au Dieu tout puissant. Honore-le de tes louanges car Il a remis dans la voie droite ce siècle condamné au vice* », écrivit alors Fulbert, le très enthousiaste évêque de Chartres... L'abbaye de Cluny prit en main le mouvement et organisa un concile à Verdun-sur-le-Doubs en présence, semble-t-il, du roi lui-même, où l'on proposa la protection des chevaliers observant le Carême. Mais il revint à Robert de multiplier les assemblées : Compiègne (1023), Ivois (1023), Héry (1024). Certes les violences continuèrent sous le règne de Ro-

bert, mais au moins admettait-on qu'elles eussent des limites et qu'il existât des arrangements.

## Une œuvre de paix

Pour contraindre les récalcitrants, l'Église s'efforçait de revaloriser les tractations et le recours à la justice. On cherchait, par exemple, à régler les contentieux par la concertation et le dialogue, et à accroître la juridiction de l'évêque. À ceux qui observaient les préceptes édictés, les évêques accordaient l'absolution de leurs péchés et la bénédiction éternelle, mais ils lançaient des malédictions et des excommunications contre ceux qui refusaient d'obéir, qui contestaient les propriétés ecclésiastiques ou qui violentaient les

terres des gens sans armes. L'Église usait principalement de l'anathème, de l'excommunication ou encore de l'interdit : privation d'offices religieux, de sépulture en terre sacrée, de sacrements. Ces malédictions n'étaient que provisoires, le but étant d'amener les fautifs devant la justice. En dernier recours, l'Église pouvait même faire usage de la force armée, ce qui donna l'occasion à certains d'utiliser la paix de Dieu comme moyen de pression pour faire plier un adversaire...

## Le synode d'Elne instaure la Trêve de Dieu

Bien du chemin restait à accomplir pour en arriver au synode d'Elne en 1027, qui mit en valeur la notion de Trêve de Dieu, avec sanctions contre ceux qui feraient la guerre le dimanche, les jours de fêtes liturgiques ou pendant le Carême. Il allait falloir pour cela que le pouvoir temporel du roi se fût affermi, mais déjà Robert, par sa façon de gouverner, angélique sans être le moins du monde laxiste, avait réalisé les conditions de ce chef-d'œuvre de la civilisation chrétienne.

Remarquons que la paix de Dieu n'alla nullement contre l'ordre social du temps. La féodalité s'en trouva renforcée et ennoblie, prenant l'habitude de concourir au bien commun, plus que liquider par des guerres ses haines particulières ; les liens sociaux se resserrèrent. On a ici le spectacle de ce qu'admire Maurras dans *L'Église de l'Ordre* : « *Puisque le système du monde veut que les plus sérieuses garanties de tous les droits des humbles ou leurs plus sûres chances de bien et de salut soient liées au salut et au bien des puissants ; l'Église n'encombre pas cette vérité de contestations superflues. S'il y a des puissants féroces, elle les adoucit pour que le bien de la puissance qui est en eux donne tous ses fruits ; s'ils sont bons, elle fortifie leur autorité en utilisant pour ses vues loin d'en relâcher la précieuse consistance.* » C'est ainsi que se forgea la société française au long des âges. ■

Michel Fromentoux

## » BASTILLE

Commentant l'exposition consacrée à la Bastille par la bibliothèque de l'Arsenal (Paris 4<sup>e</sup>), Pascale Robert-Diard souligne qu'elle lève le voile sur une « *réalité que l'histoire révolutionnaire a en partie celée* ». En effet, rapporte notre consœur du *Monde*, « *la chute de la Bastille a commencé bien avant les journées de juillet 1789. En 1780, Louis XVI [...] instaure une commission pour réfléchir à "l'amélioration de la situation carcérale". [...] En 1783, la Bastille est si peu peuplée que le baron de Breteuil envisage un temps sa suppression. Lorsque, le 14 juillet, on fait enfin sauter les portes des cellules, on ne découvre que sept prisonniers. Quatre faussaires, un noble enfermé à la demande de sa famille pour inceste et deux fous sont les derniers pensionnaires de ce "lieu commun" de l'histoire de France.* »

## » ALGÉRIE

Alain Juppé a célébré, le 5 décembre, la "journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de Tunisie". Le ministre de la Défense et des Anciens Combattants a évoqué les « *dix années troublées* » qui aboutirent « *à l'indépendance de l'Algérie et à l'arrivée en France métropolitaine d'hommes [...] parfois meurtris dans leur chair, toujours meurtris dans leur cœur, éprouvant souvent un sentiment d'abandon* ». Il conviendrait aujourd'hui « *d'encourager une mémoire apaisée de cette période* », a affirmé M. Juppé. Selon lui, la fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie devrait y contribuer.

## Cent cinquante ans de vie parisienne

QUE NOS LECTEURS allergiques au chiffre treize n'en soient pas vexés : nous allons parler du 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, lequel aurait dû s'appeler le 16<sup>e</sup>... « *Se marier à la mairie du 13<sup>e</sup>* » encore inexistant, était alors en effet vivre en concubinage... Car, auparavant, on ne comptait que douze arrondissements hérités de la Révolution dite française (11 octobre 1795), et l'on dut, en 1860 - il y a cent cinquante ans - organiser les sept arrondissements nouveaux en spirale autour du centre de Paris ; et l'on sauva ainsi l'honneur des gens d'Auteuil et de Passy... Il s'agissait de sortir du mur dit des Fermiers généraux bâti à partir de 1785 à seule fin de percevoir un octroi à l'entrée de la capitale (« *le mur murant Paris rend Paris murmurant* », disait-on à la veille de la Révolution). On voulait, en 1860, que Paris sortît de ses limites et allât jusqu'au

nouveau mur dit enceinte de Thiers, parce qu'Adolphe Thiers, ministre de Louis-Philippe, l'avait fait construire entre 1841 et 1844, en gros sur l'emplacement des actuels boulevards des Maréchaux. Ainsi se trouvèrent englobés dans Paris les villages devenus des quartiers qui forment aujourd'hui les arrondissements 13 à 20.

Le 13<sup>e</sup> toutefois, avant de naître, s'était signalé dans l'histoire le 21 novembre 1783 lorsque Pilâtre de Rozier et le marquis d'Arlandes - les premiers aéronautes du monde - atterrirent, venant de Gonesse, sur la Butte aux Cailles (appartenant alors à la commune de Gentilly), et démontrèrent que l'on pouvait aller loin dans le ballon inventé au mois de juin précédent par les frères Montgolfier... Ladite Butte surplombait alors la Bièvre, dont elle utilisait l'eau dans ses teintureries, mégisseries, tanneries.

Sur les bords de la même rivière - que l'on ne cachait pas encore - dominait depuis Henri IV la grande maison des Gobelins où le roi, conseillé par le sage Barthélemy de Laffemas, avait installé dès 1601 les maîtres

flamands Marc de Comans et François de La Planche, afin qu'ils apprirent aux Français l'art de confectionner des tapisseries. Érigés en 1667 par Colbert en manufacture royale des Meubles de la Couronne, les Gobelins demeurent un haut-lieu du génie et du labeur français.

## Entre deux tours

En 1860, les échos de la voix sublime de sœur Rosalie, venant au secours des victimes de la guerre civile et du choléra en 1848, n'étaient pas éteints dans ces quartiers très populaires, où se déroulaient bon nombre de scènes des *Misérables* de Victor Hugo (parus en 1862).

Lorsque fut organisé, cette année-là, le 13<sup>e</sup> arrondissement en regroupant des parties de l'ancien 12<sup>e</sup>, de Gentilly et d'Ivry, l'obstacle de taille à l'urbanisation se révéla être cette vallée de la Bièvre qui rejoignait le Seine à peu près à l'emplacement de la gare d'Austerlitz, tout près de la Pitié-Salpêtrière, hôpital créé par Louis XIV qui vécut sa part d'ignominies

lors des massacres de Septembre en 1794. Donc, la Bièvre fut recouverte, les travaux commencèrent à l'instigation du baron Haussmann, et ainsi fut changée la topographie notamment de la rue de Tolbiac, qui y gagna tout un quartier Jeanne d'Arc où les noms des rues évoquent des événements de la vie de la sainte de la patrie, mais où l'on ne peut plus rêver avec Jean Moréas : « *Dans la vallée au creux charmant, la Bièvre coule et se déroule comme un ruban.* »

Le 13<sup>e</sup> ne manque pas de charme avec son avenue d'Italie, ancienne voie royale vers Fontainebleau, son quartier de la Butte aux Cailles très villageois, son église Sainte-Anne de style romano-byzantin, sa bibliothèque nationale François Mitterrand, son quartier asiatique toujours très animé... Comme dans chacun de ces arrondissements récents, on reste partagé entre l'admiration pour le travail accompli pour rendre ces lieux salubres et le désir de retrouver des vestiges de coins champêtres que certains quartiers ont su garder entre deux tours... ■ M.F.

CADEAUX

# Du choix d'un beau livre

Les très beaux livres, quand ils ne se bornent pas à la qualité de leur iconographie, proposent aussi des textes, et c'est là, parfois, que le bât blesse. De l'art de ne pas acheter et offrir n'importe quoi...

Jacques Duquesne appartient au petit cercle des auteurs ultra médiatisés dont les ouvrages plébiscités par la grande presse, les radios, la télévision se vendent pour l'excellente raison qu'ils sont dans l'air du temps et s'adaptent, sinon aux attentes de l'opinion, du moins à celles de ceux qui la font, ou croient la faire. On lui doit une vie de Jésus, une autre de Marie qui ont heurté des consciences catholiques pourtant atténuées. Après cela, la parution de *Femmes de la Bible* avait de quoi alarmer un peu. Or, s'il n'échappe pas entièrement aux impératifs féministes, cet album adopte dans l'ensemble un ton neutre propre à ne choquer personne. Galerie non exhaustive de figures féminines bibliques classées par thèmes (mères, prophétesses, héroïnes, reines, tentatrices, femmes de l'entourage du Christ), ces notices dispensent des rappels parfois bienvenus à un lectorat peu porté sur l'étude de l'Ancien Testament, voire du Nouveau, et qui ignore tout de Tamar, Cippora, Déborah, Yaël, voire Esther, Jézabel ou Athalie, le but étant de permettre l'accès aux œuvres religieuses représentées. Le choix des illustrations, souvent modernes, n'est pas inintéressant.

## Relativisme artistique

Avec son *Histoire de l'Art en images*, Andrew Graham-Dixon a vu grand, trop grand. Journaliste à la BBC, qui soutient le projet, il prétend initier un vaste public à la compréhension des chefs-d'œuvre du patrimoine mondial. Intention louable, à condition de définir ce qu'est un chef-d'œuvre et de ne pas consacrer un tiers de l'ouvrage aux courants actuels mis sur le même plan que la statue grecque ou l'œuvre de Vinci... Pour Andrew Graham-Dixon, l'important est de libérer ses lecteurs de tout *a priori* culturel, esthétique ou religieux, de façon à leur faire comprendre que l'important n'est pas tant le résultat que l'intention de l'artiste. Il serait facile de lui objecter, eu égard aux cotes de certains farceurs à la mode, que ladite intention se résume en deux mots : scandale et fric... Cet objectif relativiste n'a rien d'innocent puisqu'il tend à pervertir le sens du beau et du bon sous prétexte de tolérance et de compréhension. Quant au livre en lui-même, passées des explications succinctes sur la manière de « lire » un tableau et les techniques picturales, d'un niveau de collège, il consiste en un pélemêle de 2 500 œuvres de toutes époques et tous pays présentées au format vignette, donc peu visibles, accompagnées de légendes qui, représentatives de l'esprit BBC, sont souvent des à peu près, voire des erreurs.



Jacques Thuillier a adopté une démarche contraire avec son *Histoire de l'Art*. Il le dit d'emblée, mettre tout à égalité, du masque africain à la Joconde, de l'Aurige de Delphes à la dernière trouvaille de la biennale d'art contemporain n'est pas sa démarche. Ce qui se vend, ce qui est encensé de nos jours n'est pas d'obligation digne de louange, tant s'en faut ! Thuillier entraîne son lecteur à l'essentiel, centrant son propos sur le modèle occidental. Hormis de courts chapitres sur l'Égypte pharaonique, la Mésopotamie, une vue d'ensemble, remarquablement claire et intelligente, de l'Extrême-Orient, des pages inattendues sur l'Afrique, illustrées d'admirables statues méconnues, parce que, dans leur perfection, elles n'ont rien en commun avec les "arts premiers", c'est de l'Europe qu'il est question. D'époque en époque, Thuillier présente l'évolution de la sculpture, de l'architecture, de la peinture, illustrant son propos d'œuvres choisies, d'une qualité évidente ; le résultat est un hymne à la gloire de notre civilisation, et un constat amer de sa décadence...

## Intensité tragique

Encensé de son vivant, dernier tenant d'un classicisme hérité de David, Ingres et Delaroche, Jean-Léon Gérôme sombra, au XX<sup>e</sup> siècle, dans l'oubli et le mépris, excepté aux États-Unis où son côté pompier avait durablement ravi les amateurs. L'exposition qui lui est consacrée au musée d'Orsay jusqu'au 23 janvier, la première en France, permet de se faire une idée plus exacte de l'homme et de son œuvre,

moins risible qu'il fut de bon ton de le dire. Gérôme avait du métier, et même du talent, ce que prouvent des scènes intimes et de beaux portraits, genre dans lequel il s'aventura peu, préférant les tableaux historiques, genre dont il fut le dernier maître, et l'orientalisme : prétextes à donner à un public bourgeois bien pensant des images d'un érotisme trouble, voire d'un épouvantable sadisme, tel *La Rentrée des fauves*, qui montre une arène romaine jonchée de débris sanglants, d'un réalisme insoutenable qui trouva écho à Hollywood, chez Cecil B. de Mille. Sa toile la plus célèbre, *Pollice verso*, fin d'un combat gladiateur, fut à l'origine du *Gladiator* de Ridley Scott. Pas toujours inspiré, Gérôme toucha à une espèce de génie en illustrant, non l'action, mais la seconde qui la précède ou la suit. *L'Assassinat de César*, *La Crucifixion* d'où l'on ne voit que l'ombre portée de la croix, *La Dernière Prière des martyrs*, *La Mort du maréchal Ney*, *Sortie de bal masqué*, mal compris de la critique et des contemporains, possèdent une intensité tragique propre à faire oublier le ridicule achevé d'autres toiles qui plurent, en leur temps... C'est la méfiance, voire l'indignation, qui accueillirent, à la même époque, les premières œuvres impressionnistes. La légende veut qu'un riche Rouennais qui, séduit, avait investi dans la nouvelle école, se soit, quand il voulut léguer à la ville cette collection de cent cinquante toiles, heurté au refus obtus de la municipalité. L'anecdote, flaubertienne, a contribué à la mauvaise réputation culturelle de la cité

normande. Or, de récentes recherches ont prouvé que jamais Rouen n'avait refusé cette donation, mais qu'elle avait été empêchée par le divorce du mécène... L'exposition qui s'est tenue l'été passé, *Une ville pour l'impressionnisme - Monet, Pissarro et Gauguin à Rouen*, avait pour objectif d'éclaircir les rapports entre les peintres et une ville qui leur avait si souvent servi de modèle. Pourquoi, comment, en quelles circonstances, avec quel succès ? Autant de questions qui trouvent leurs réponses dans le beau catalogue paru à cette occasion.

## Dans les ambassades

Des œuvres d'art, il s'en cache, d'extraordinaires, en des endroits d'ordinaire fermés au public, les ambassades. En se faisant ouvrir les portes des plus prestigieuses de Paris, Alain Stella et le photographe Francis Hammond offrent des visites inespérées, et passionnantes de ces *Demeures historiques*. Les hôtels de Besenval pour la Suisse, d'Estrées pour la Russie qui a déplacé ses bureaux dans un bâtiment mieux adapté afin de laisser celui-ci aux réceptions de prestige, de Beaumont pour l'Allemagne, d'Avary pour les Pays-Bas, de Chârost pour la Grande-Bretagne, de La Rochefoucauld pour l'Italie doivent relever un double défi : respecter l'histoire de maisons vieilles de trois siècles et d'un riche passé tout en illustrant la grandeur du pays hôte. D'autres datent du XIX<sup>e</sup>, comme l'ambassade des États-Unis, ancien hôtel de Pontalba, mais elle possède en ses murs les vestiges des hôtels du duc de

Maine et du duc de Biron, détruits ou pillés sous la Révolution. D'autres, enfin, Japon ou Australie, ont opté pour la modernité. Tout ici est bon goût, luxe, élégance, discrétion, sens des convenances. Ce n'est pas si fréquent. Seul défaut du livre, son poids : prévoyez un lutrin ! Si vous cherchez l'exotisme et le dépaysement, laissez-vous séduire par *L'Art des jardins en Chine* de Laurent Colson et Iris Sullivan. Longtemps interdits aux visiteurs, parfois dévastés par la révolution culturelle, ces parcs, qui ne sont pas, comme en Occident, prolongements ou dépendances de l'habitation, mais partie intégrante d'un ensemble, sont de prime abord déroutants car ils appartiennent à un autre mode de pensée, un autre art de vivre. Ici, pas de perspectives à la française, mais des cours, des murs, des surprises sans cesse dérobées à l'œil du curieux, une tentative pour représenter l'empire du Milieu, ou les îles des bienheureux, dans l'espoir d'y attirer les divinités. Peu de fleurissements mais des rocailles, des bassins, des statues, des lacs, des arbres remarquables, le tout obéissant depuis des temps immémoriaux à des codifications exigeantes. C'est beau, inattendu, et loin de tout ce que nous connaissons.

## Bretagne contestataire

Plus près de nous, Pascal Ory et Yvon Boëlle invitent à découvrir ou redécouvrir *Cent lieux de mémoire de la Bretagne et des Bretons*. Démarche par essence subjective et la sélection ne peut, par définition, satisfaire tout le monde. Las des visions de cartes postales, des coiffes, des binious, hostiles à une lecture catholique, les auteurs ont choisi de dire et montrer, avec de magnifiques images, une Bretagne contestataire, ouverte, moderne, voire avant-gardiste. Ce n'est pas faux, ce n'est pas vrai non plus... Ils l'admettent avec honnêteté. Vous trouverez ici mélangés Brocéliande et le pâté Hénaff, le parlement de Rennes et le radome de Pleumeur-Bodou, Du Guesclin et les biscuiteries Lu, Sainte-Anne d'Auray et le bagad de Lann-Bihoué. L'Ancien Régime, la foi, la chouannerie, et le passé en général n'y sont pas trop bien traités. Autant le savoir. ■

Anne Bernet

- ✓ Jacques Duquesne : *Les Femmes de la Bible*, éditions Flammarion, 160 p., 29,90 €.
- ✓ Andrew Graham-Dixon : *L'Histoire de l'Art en images*, éditions Flammarion, 610 p., 39,90 €.
- ✓ Jacques Thuillier : *Histoire de l'Art*, Flammarion, 635 p., 30 €.
- ✓ Collectif : *Jean-Léon Gérôme*, Skira-Flammarion, 375 p., 49 €.
- ✓ Collectif : *Une ville pour l'impressionnisme*, éditions Flammarion, 400 p., 39 €.
- ✓ Alain Stella : *Demeures historiques*, Flammarion, 375 p., 85 €.
- ✓ Laurent Colson : *L'Art des jardins en Chine*, éditions du Rouergue, 250 p., 49,90 €.
- ✓ Pascal Ory : *Cent lieux de mémoire de la Bretagne et des Bretons*, Ouest-France, 145 p., 22 €.

□ ROMAN

# Pour le Noël de vos enfants

Anne Bernet nous convie à un voyage dans la Rome du 1er siècle, où l'on suit les aventures riches en rebondissement d'un jeune chrétien familier de la cour de l'empereur.

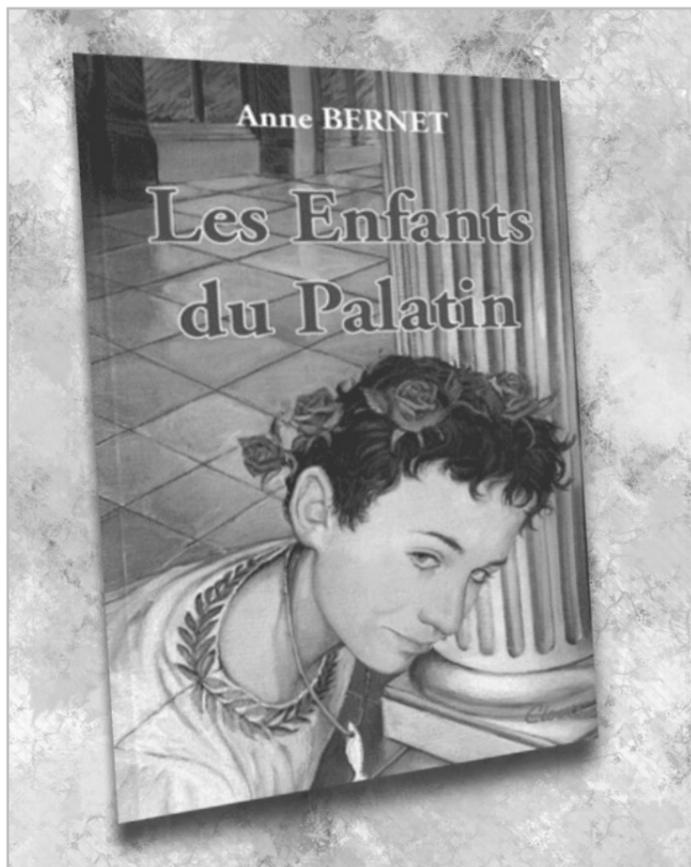
À l'approche de Noël, nous ne saurions trop conseiller les ouvrages de notre collaboratrice Anne Bernet, plus particulièrement les trois de la série *Sous le signe de l'ichtus*, qui enchanteront dès l'âge de douze ans les jeunes lecteurs.

## À l'école des pages

Ils s'empresseront, avec *Les Enfants de Palatin*, de devenir amis d'Alexamenos, jeune esclave égyptien, qui, à l'école des pages, sur le mont Palatin, rencontre sous le signe de l'ichtus (c'est-à-dire le Christ), le jeune Titus, fils de Clemens et de Domitilla, cousins secrètement chrétiens de l'empereur. Dans cette Rome du 1er siècle, où il ne fait pas bon être chrétien, Alexamenos découvre les misères cachées, puis doit s'enfuir vers Pompéi au moment de l'effroyable éruption du Vésuve, et fait preuve d'un immense courage récompensé au milieu des flammes en invoquant désespérément Ichtus.

Le second volume, *Titus Clemens*, suit en mille rebondissements l'enchevêtrement des destins des deux jeunes gens (qui ont un peu grandi), au moment où, dans une atmosphère de roman policier, Titus est malmené, et où Alexamenos est sur la trace de sa mère disparue naguère dans des circonstances étranges.

Avec ses hommes de main, l'empereur tente d'ébranler la foi de ses cousins, qui ont la grâce de faire la connaissance de saint Jean l'Évangéliste, mais qui se retrouvent Prisonniers des îles au troisième volume. Ils sont alors sublimes face à la menace constante du martyre. Titus à travers mille



tragédies retrouve celle qu'il aimait, mais c'est pour apprendre qu'il est victime d'un piège crapuleux. L'espérance chrétienne l'emporte toutefois, les héros ayant été de ceux « dont la foi et le sang devaient finalement dresser la Croix sur le monde »

## Exemples de foi

Ces trois petits ouvrages d'Anne Bernet sont, sous une élégante présentation, comme de beaux exemples de foi, dans un monde qui s'enfonce dans la décadence.

Les jeunes lecteurs - et même les moins jeunes - seront exaltés par la ténacité de ces héros grâce auxquels le sang des martyrs a été une semence de chrétiens. Cette débâcle est aussi la nôtre par bien des côtés, et on ne s'en sortira pas sans hommes d'une trempe exceptionnelle... ■

Michel Fromentoux

✓ Chaque tome 12 euros, les trois ensemble 29 euros ; éditions Clovis, BP 125, 92154 Suresnes cedex [www.clovis-diffusion.com](http://www.clovis-diffusion.com)

## Notes de lecture



□ Pour Bludzee, ravissant chaton noir aux yeux bleus, la vie se complique quand son maître ne rentre pas, le laissant seul avec des boîtes de croquettes et une liaison Internet... Ce que Bludzee ignore, c'est qu'il appartient à un tueur à gages pourchassé par la police et que lui, pauvre innocent, tenait un rôle majeur dans des projets criminels. Bientôt, l'appartement envahi d'intrus inquiétants, le chaton doit déployer toutes les ressources de son intelligence pour faire face.

À l'origine, il s'agissait d'un feuilleton en bandes dessinées destiné chaque jour aux utilisateurs de smartphones diffusé en dix-neuf langues. Preuve de la supériorité intacte de l'imprimé sur le virtuel, c'est devenu un album : défilant par le contraste entre ce

petit chat adorable, ingénu, affectueux et l'univers de brutes où, pour sauver sa peau, il montre de dangereuses facultés d'adaptation sans rien perdre de sa candeur. Le graphisme en déconcertera certains. Reste une histoire initiatique décalée, amoral mais réellement réjouissante.

□ Comme chaque année, les éditions Ouest-France proposent de beaux agendas thématiques aux riches illustrations en couleurs. Marie Le Goaziou en signe deux consacrés l'un à la Bretagne, l'autre à la Provence abordées à travers leur patrimoine culinaire. Semaine après semaine, voici proposés un produit emblématique de la cuisine locale, des recettes traditionnelles, des tables accueillantes, des adresses de producteurs de qualité, le tout accompagné de beaux paysages. Une façon agréable de regarder le temps passer dans une ambiance de vacances. ■ A.B.



✓ Lewis Trondheim : *Bludzee*, Delcourt, 384 p., 25 euros.  
 ✓ Marie Le Goaziou : *Agenda Bretagne 2011*, *Agenda Provence 2011*, Ouest-France, 12,90 euros.

## Saisons automnales



IL M'A TOUJOURS semblé que, dans la réalité des saisons, deux automnes se succèdent, un automne encore lumineux, un autre assombri et déjà presque hivernal.

C'est dans ce deuxième automne que je me trouve soudain plongé, avec un désir lancinant de reconquérir le temps précieux. J'y mettrai au besoin une sorte de défi, un jeu de provocation, une recherche de bizarre et de paradoxal, pour écarter, au moins pour un jour ou deux, la tyrannie saisonnière du temps morose.

Cette diversion de l'étrange, je l'ai récemment retrouvée dans un recoin oublié d'une de mes bibliothèques. C'est un manuel d'héraldique, riche de signes apparemment consacrés à des mystères arbitrairement interprétés, tout un trésor de diversions poétiques comme cette « croix fleurée », « florales », si l'on préfère, aux branches terminées par des inflorescences liliales. Je l'ai accueillie comme un signe de protestation printanière bien venue en ces jours grincheux de la mi-novembre en pays breton...

Nous avons toujours aimé les images capables de contrarier les pédants qui affectent de mépriser l'art du blason. Je tiens pour certain qu'il existe un lien de parenté entre le blason et le souvenir, réel ou imaginaire. Les réminiscences de mon premier âge font revivre, comme par une mystification salutaire, les jours à la fois de l'Occupation et du début de la libération. Le groupe de Rennes s'était formé, filiale d'une réunion de jeunes royalistes, appelée La Mesnie, nom tiré de l'érudition médiévale, du climat scout et d'un curieux essai de dépaysement français. J'avais opté, dans cette recherche surprenante de signes et d'emblèmes, pour un motif unissant la Chouette de Minerve, adoptée en quelques nations par les intellectuels, professeurs et maîtres d'école, et l'Épi de Blé consacré aux mémoires agricoles et paysannes. Il est vrai que la chouette rappelait les Chouans et que l'épi avait été un symbole christique. J'avais

pris pour devise latine « *Ager et scola* » : une vie digne de ce titre n'est-elle pas aussi un domaine rustique et une école patiemment régie par les aïeux et les aïeux ?

Ainsi, un automne attendri et un peu attristé fait place aux souvenirs d'une vieille demeure bourguignonne, au bourg de Saint-Moré. Alors reviennent les noms jadis donnés aux bâtiments survivants ou disparus de nos jours : ainsi les « *vieilles chambres* » réservées aux domestiques, la grange, toujours immense en mon souvenir, et le four construit à l'arrière de la demeure, annexe prometteuse des cuisines ancestrales...

## Souvenirs culinaires

À mon dernier passage, j'ai trouvé le four à peu près ruiné et laidement démoli. Il n'en reste que les mémoires gourmandes des aïeux burgondes : les tartes garnies des fruits du verger et le temps où l'on cuisait le contenu d'écuelles soigneusement variées, chacune préposée à un plat particulier dont le parfum subsistait comme une aimable tradition... Ce n'est point une irrévérence d'apparenter les alchimies culinaires des grands-mères à un autre genre d'école, et l'âme du petit domaine à un champ de pieuses réminiscences des déclinaisons latines...

Vieilles maisons ancestrales, plusieurs fois, je crois, vendues et revendues depuis un siècle... Il en reste les souvenirs, bizarres ou confus, qui composent une cantilène étrange en cet automne finissant de l'an 2010. Leur évocation n'est pas assez altière pour convenir à un hymne angélique du proche Noël, mais le caprice de l'âme y verrait volontiers le chœur des bergers, avec tambourins, cornemuses et pipeaux, un cortège sur ces chemins du temps avec ce qu'il faut de regrets et ce qu'il faut d'espérance... □

Jean-Baptiste Morvan

## Sauver Saint-Denis

LA NÉCROPOLE royale de la basilique cathédrale de Saint-Denis, où bon nombre de rois et reines de France reposent, est très dégradée. Les structures responsables des travaux à entreprendre semblent ignorer ce problème devenu urgent. Abandonner aux outrages des hommes et du temps ce mémorial royal unique est hors de question pour un grand nombre

de Français mais aussi d'étrangers. C'est pourquoi vient de se créer une Union nationale d'associations pour la sauvegarde, le respect, de la basilique cathédrale de Saint-Denis et de sa nécropole royale dont le siège est à Saint-Gilles du Gard.

Cette Union s'est donné également pour mission l'inscription de la basilique et de sa nécropole au patrimoine mondial de l'humanité. □

✓ Contact : S. Nayt ; courriel : [sauvegarde-Saint-Denis@gmx.fr](mailto:sauvegarde-Saint-Denis@gmx.fr)

## □ MUSSET

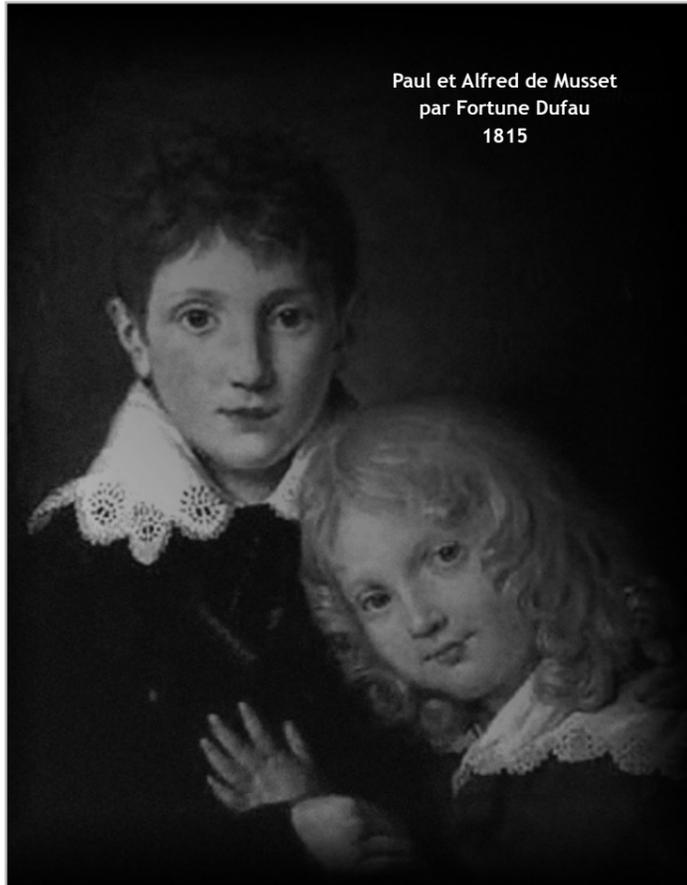
# Un poète sans héritier

Il y a deux cents naissait Alfred de Musset. Alexandre, son héritier, évoque sa mémoire avec admiration, mais aussi mélancolie, car il juge révolu le temps où des écrivains talentueux embrassaient l'héritage culturel national.

IL Y A DEUX SIÈCLES, le 11 décembre 1810, naquit à Paris le poète et dramaturge Alfred de Musset dont l'œuvre et la vie tumultueuses n'ont été véritablement connues et étudiées que longtemps après sa mort, au XX<sup>e</sup> siècle. Chantre du drame romantique, sa pièce *Lorenzaccio* est un chef-d'œuvre de ce nouveau genre littéraire qui a marqué le XIX<sup>e</sup> siècle. Derrière ses écrits - dont les plus célèbres *On ne badine pas avec l'amour*, la *Confession d'un enfant du siècle* ainsi que ses recueils de poèmes parmi lesquels on cite *Nuit de mai*, *Nuit de décembre*, *Nuit d'août*, et *Nuit d'octobre* - se cache un être sensible, sentimental qui se réfugia derrière l'alcool et succomba à ses excès...

À l'occasion du bicentenaire de sa naissance, Gonzague Saint Bris s'est livré à sa biographie, retraçant la vie et les mystères de cet auteur dont l'œuvre immortelle reflète l'esprit d'une époque littéraire révolue. Gonzague Saint Bris joint à sa plume de grand écrivain la rigueur de l'historien, l'analyse littéraire et l'étude psychologique de ce personnage : « *Alfred de Musset demeure une énigme. Car si son œuvre poétique est célèbre, sa vie reste inconnue. Enfant terrible et précoce, prince du paradoxe perpétuel déchiré entre angélisme et débauche, entre fêtes et larmes, il est l'incarnation par sa jeunesse, sa beauté et son immense talent, du romantisme le plus absolu. Pourtant, cet écrivain génial fut, malgré le succès, un incompris magnifique et fragile* » écrit-il. « *Ses amours toujours récompensées le renvoient à son inguérissable solitude et au lent dégoût de lui-même. Préfigurant l'image du poète maudit, âme insaisissable, il refusa de faire carrière et de fonder une famille, ne vécut au fond que pour son œuvre. Il y trouva non seulement une manière d'exister, mais encore le prolongement de son intimité douloureuse. C'est sans doute ce qui lui donne, à l'heure de son bicentenaire, cet aspect et sa saisissante modernité.* » Cet ouvrage intitulé *Alfred de Musset* est dédié par Saint Bris à son héritier, Alexandre qui, comme le poète, est né un 11 décembre et qui s'est entretenu avec nous à ce sujet. □

✓ Gonzague Saint Bris : *Alfred de Musset* ; Grasset, 311 p., 20 €.



Paul et Alfred de Musset  
par Fortune Dufau  
1815

**L'Action Française 2000 - Vous portez le nom d'Alfred de Musset, et pourtant il n'était pas marié et n'avait pas fondé de famille. Son frère, Paul, n'avait pas non plus de progéniture...**

**Alexandre de Musset** - En effet, je descends de la sœur d'Alfred de Musset, Hermine Lardin, qui avait épousé un conseiller à la cour d'appel d'Angers. Afin d'éviter que le nom de Musset ne tombe en désuétude, ses enfants ont pris son patronyme.

**Que vous inspire la vie d'Alfred de Musset ?**

Pour beaucoup, Musset est une énigme et un mystère. J'en fais peut-être partie... Le hasard a fait que je naisse comme lui un 11 décembre, quelques jours avant l'hiver. Je pense que la mélancolie exprimée dans son œuvre reflète son regard sur la société et celui de la société sur lui. Peu de gens l'ont véritablement connu et compris de son vivant, à l'exception de son frère Paul qui lui voua une grande admiration. On lui doit d'ailleurs la première biographie d'Alfred, écrite vingt ans après sa mort, où il raconte la vie du poète dans le détail, grâce à ses souvenirs personnels. Paul était non seulement le frère d'Alfred mais également son ami et confident le plus intime. Cette biographie que j'ai lue et relue fut une grande source d'informations. Néanmoins, Paul de Musset s'est montré très discret dans cette œuvre, parodie du récit autobiographique *Elle et Lui* où Alfred évoquait sa relation avec George Sand. Il a fallu attendre les recherches et la pu-

blication de l'ouvrage de Gonzague Saint Bris pour dévoiler des aspects méconnus voire inconnus de mon ancêtre et de ma famille. Cela m'a permis de me projeter dans l'histoire et d'entreprendre l'introspection d'un passé dont je suis mélancolique. Je suis triste et révolté de constater que la "modernité" fait table rase du passé sans construire un nouveau modèle. Certes, le romantisme du XIX<sup>e</sup> siècle fut un changement par rapport au classicisme, mais il a su se nouer à l'héritage de la France. Aujourd'hui, nos valeurs ancestrales sont en totale perte. Nous avons besoin de faire renaître nos traditions, de rappeler nos racines, de les incruster dans l'enseignement. Pourriez-vous me citer un poète contemporain de la même stature que ceux du XIX<sup>e</sup> siècle ?

**La vraie valeur s'affirme avec le temps**

**Vous reprochez à la société de ne plus produire des hommes de lettres à l'instar du passé, mais ne pensez-vous pas que ces derniers en sont responsables ?** C'est un cercle vicieux. Le matérialisme nous dissocie de nos sentiments et de nos rêves. La consommation rapide affecte la littérature et éloigne aussi bien les auteurs que les lecteurs de la sensibilité artistique. La floraison des œuvres est devenue éphémère et manque de substance. Mais je crois en la providence. J'espère une renaissance profonde, avec de nouveaux talents qui s'émanciperont des contraintes actuelles

en produisant des œuvres qui, même si elles ne connaissent pas un succès médiatique immédiat, révéleront leur vraie valeur avec le temps, à l'instar de celles d'Alfred de Musset.

**Quels étaient les liens d'Alfred de Musset avec les Orléans ?** Alfred de Musset a passé une partie de sa scolarité au collège Henri IV avec le duc de Chartres, le fils du duc d'Orléans. C'est d'ailleurs grâce à cette amitié qu'il a été nommé plus tard, en 1838, bibliothécaire au ministère de l'Intérieur, après avoir refusé un poste d'attaché d'ambassade à Madrid. En 1830, le chef de la maison d'Orléans était monté sur le trône sous le nom de Louis-Philippe, avec pour héritier Ferdinand-Philippe, l'ancien camarade de classe d'Alfred. Mais les relations entre Orléans et Musset remontent au XV<sup>e</sup> siècle. En effet, notre famille (à l'origine Mussey) est originaire du duché de Bar. Notre aïeul, Simon de Musset, fils d'Étienne, y exerçait la fonction de conseiller et maître de la Chambre des comptes du duc d'Orléans. Probablement grâce à cette fonction, il fut anobli, reçut ses armoiries, et devint seigneur de la Maisonfort, de l'Étang. Ensuite, par son mariage avec Jeanne de Bonnas de Courtoisie, cette dernière terre donna à notre famille sa jolie devise : « *Courtoisie, bonne aventure aux preux.* »

**Cousin de Jeanne d'Arc**

**Dans son livre, Gonzague Saint Bris rappelle que vous cousinez avec Jeanne d'Arc.**

En effet, Simon de Musset eut pour fils Denis, qui s'est marié à la fille d'un maître d'hôtel de la princesse Marie de Clèves, la mère de Louis XII. C'est par cette dernière, parente de Catherine du Lys, nièce de Jeanne d'Arc, que notre famille cousine avec la fameuse héroïne du règne de Charles VII, comme Alfred de Musset ne manqua pas de le rappeler : « *Bornez-vous à savoir qu'il avait la pucelle / D'Orléans pour aïeule en ligne maternelle.* »

**Parmi tous les amours d'Alfred de Musset, lequel était le plus profond ?**

Je pense que sa liaison avec George Sand fut la plus forte et la plus influente sur sa vie. George Sand avait du caractère et complimenterait son inspiration. Leur rupture fut dure. Pour comprendre Alfred de Musset et mesurer ses sentiments, je répète l'un de ses fameux poèmes :

*J'ai perdu ma force et ma vie  
Et mes amis et ma gaieté ;  
J'ai perdu jusqu'à la fierté  
Qui faisait croire à mon génie.  
Quand j'ai connu la Vérité,  
J'ai cru que c'était une amie ;  
Quand je l'ai comprise et sentie,  
J'en étais déjà dégoûté.  
Et pourtant elle est éternelle,  
Et ceux qui se sont passés d'elle  
Ici-bas ont tout ignoré.  
Dieu parle, il faut qu'on lui réponde.  
Le seul bien qui me reste au monde  
Est d'avoir quelquefois pleuré.*

Propos recueillis  
par Elie Hatem

## EXPOSITIONS

## Entre Ardèche et Bretagne

EN CETTE FIN novembre-début décembre, c'est en chaîne que les galeries annoncent accrochages et vernissages. Les bouchons n'en finissent pas de sauter, canapés et petits fours paradent en rangs serrés. L'amateur n'a que le choix.

□ Au fond de sa calme impasse du 18<sup>e</sup>, l'atelier de Jean Prévost<sup>1</sup> est une bien plaisante halte, on est sûr d'y trouver bonhomie et accueil amical ; cette année, l'artiste nous présente des *Souvenirs de vacances*, de printemps sur les côtes bretonnes à la sauvage beauté, et d'été en Ardèche verte et ombreuse. Qualité des sujets, allégresse des couleurs, malgré les jours si courts et le plus souvent gris, la vie est là, vibrante, sur la toile.

□ Autre quartier, autre accrochage. À la galerie Les Montparno<sup>2</sup>, à nouveau la Bretagne de nos cœurs à travers l'œuvre multiforme de Maurice Le Scouëzec, artiste prolifique qui, disparu en 1940, ne vendit aucune œuvre de son vivant. Caractère difficile sans doute, refus de prendre un agent, défiance envers les galeristes... peut-être ? C'est pourquoi l'occasion est rare d'admirer ses paysages ou ses portraits : marins au travail, ramasseuses de goémon, femmes au lavoir, toute une vie rurale et simple ; c'est dans le côté école de Pont Avén. Mais il est aussi un "Montparno" dans les années 1912 et jusqu'à la guerre ; il excelle dans le portrait de femmes, les scènes de genre et dans l'autoportrait. Il voyagea sur le continent africain, à Madagascar et trouva ses marques dans les teintes beige, sable ou jaune comme dans *Pirogue à Tonbalou* ; il tentera toute forme d'expression, dessin, aquarelle avec un même succès. Un beau livre<sup>3</sup> présente la vie et l'œuvre de cet artiste méconnu. On aime les poèmes d'Henry Le Bal accompagnant certains tableaux, légendes subtiles de l'œuvre du peintre. □

Monique Beaumont

<sup>1</sup> Atelier Jean Prévost, 10 Impasse Milord, Paris 18<sup>e</sup> ; site internet : [www.jeanprevost.com](http://www.jeanprevost.com) ; tél. : 01 42 29 29 47.

<sup>2</sup> Exposition Maurice Le Scouëzec, jusqu'au 23 décembre à la galerie Les Montparnos, 5 rue Stanislas, Paris 7<sup>e</sup> ; du lundi au samedi de 10 h à 19 h ; Internet : [galerielesmontparnos.over-blog.com](http://galerielesmontparnos.over-blog.com) ; 06 33 38 95 25.

<sup>3</sup> Gwenc'hlan Le Scouëzec et Henry le Bal : *Maurice Le Scouëzec, l'aventure de peindre* ; éditions Beltan, 88 pages.

□ ÉRIC BRUNET

## Portrait d'un bobo de droite

Dans son « *petit musée intime* », Éric Brunet s'enivre « *de tous les soleils du passé* » : d'Artagnan, l'Empereur, De Gaulle, Brassens, Barbara, la Citroën Maserati... Plongée dans la tête d'un réactionnaire.

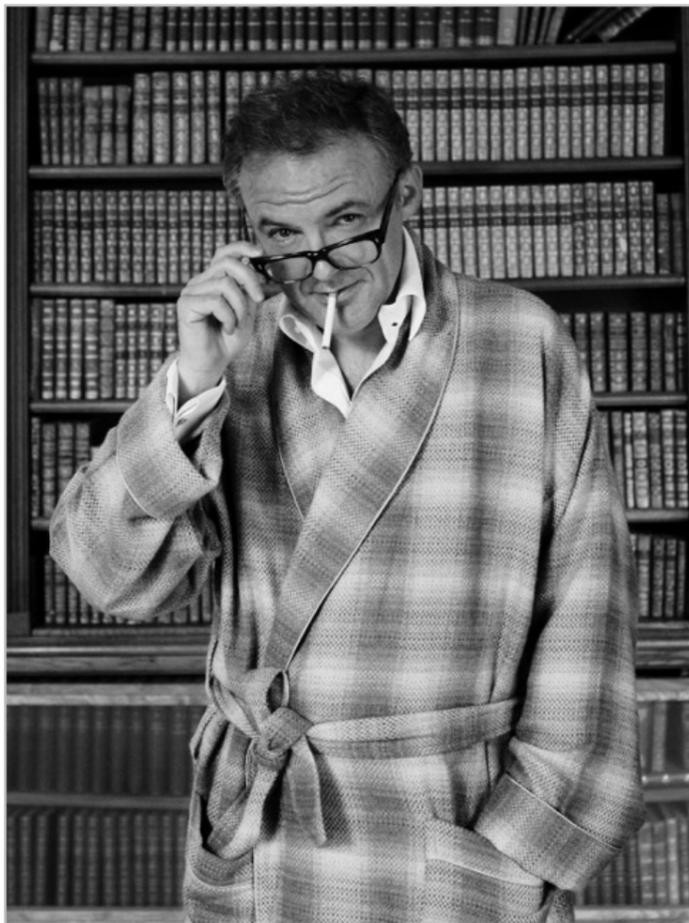
La photo en robe de chambre d'Éric Brunet en couverture de son dernier livre, *Dans la tête d'un réac*, se veut-elle provocatrice ? Le presque quinquagénaire y cultive son apparente distance avec le monde de l'engagement obligatoire... et médiatique. Toutefois, la robe est trop neuve pour évoquer celle que Diderot pleure d'avoir abandonnée...

### Un ton alerte

Le ton est alerte, agréable même, l'anecdote y est facile et pas toujours à l'avantage de l'auteur. Livre de souvenirs ? Manifeste ? Confessions ? Un peu tout cela, avec une certitude : ce livre est tout sauf politique au vrai sens du terme. C'est que dans la tête d'Éric Brunet, beaucoup de choses, trop de choses même, se bousculent. L'adolescent qui a fondé au début des années quatre-vingt avec deux autres potaches, semi-clandestins, semi-plaisantins, le MAC - aucun rapport avec la célèbre firme à la pomme croquée : il s'agit du Mouvement anticommuniste -, oui cet adolescent qui se rebelle ainsi contre une pesante famille de gauche, que cherchait-il vraiment ?

Son souvenir du 10 mai 1981 ? Un bouchon de champagne qui lui atrophie définitivement un œil : envoyé d'urgence à l'hôpital, il y est encore le jour où Mitterrand se recueille au Panthéon, dans cette mascarade à la rose, aussi macabre que grotesque. Il y est seul : sa mère est au Panthéon. Il lui en veut encore. La république, du reste, c'est peut-être cela, avant tout : le goût de la mort. Les républicains - Éric Brunet le sait-il ? -, lorsqu'ils décidèrent d'annexer l'église Sainte-Geneviève à leurs morts, firent murer les grands vitraux, afin que la lumière du dehors, c'est-à-dire la lumière divine, ne puisse plus entrer. Les gloires de la république se suffisent à elles-mêmes : refus autiste de la transcendance. L'auteur n'a pas tort : « *Aux grands hommes soigneusement choisis, la France sectaire reconnaissante* » : voilà ce qu'il faudrait graver sur le frontispice de ce temple du mensonge qui dissimule sa vocation hémiplogique. »

Républicain, toutefois, Éric Brunet l'est. Et même sarkozyste : telle est l'ambiguïté d'un ouvrage qui retrace l'itinéraire d'un homme en terrain ennemi, ou supposé tel. Car Brunet dut avant tout dissimuler durant deux décennies avant de faire son "coming out" dans un milieu - les *media* - allergique à toute pensée non seulement réactionnaire, mais simplement empreinte du sceau de la droite convenable ; un milieu, toutefois, où il se plaît, se complait et veut réussir. Et il continue ce chemin ambigu, en deve-



Éric Brunet cultive son apparente distance avec le monde de l'engagement obligatoire.

nant le conseiller de députés d'une gauche et d'une droite également molles. Voir du reste en Sarkozy (« *ce réac au sourire si doux* ») un homme de la droite décomplexée, alors qu'il n'est que celui du fric décomplexé, n'est pas faire preuve de lucidité. Surtout lorsqu'on prétend dans le même temps refuser le libéralisme et une certaine évolution sociétale.

### La cigarette et le 4x4

Mais Brunet sait surtout jusqu'où ne pas aller trop loin. S'il se scandalise que le café de Flore évoque aux jeunes générations l'existentialisme avant la naissance de l'Action française, toutefois, c'est « *Raymond Aron* », et non « *Charles Maurras* » qu'il veut rebaptiser la petite place « *Sartre-Beauvoir* », située devant Saint-Germain-des-Prés. Réac, mais politiquement correct.

Au fond, pour Éric Brunet, être réac, c'est peut-être avant tout cultiver un "look", où l'on rencontre, pêle-mêle, avec de nombreuses fautes de goût, des auteurs sulfureux - outre Maurras, évoqué à deux ou trois reprises, les Hussards, bien sûr -, le droit de fumer dans les lieux publics, la 4x4, le refus de la "repentance", Fauchon et le fric sans complexe, une anglophobie sympathique, voire excessive, le plaisir malsain d'assister à la destruction par Sarkozy des protections sociales au nom de l'anticommunisme, ou en-

core l'hommage aux vrais héros de la France, héros civils - Pasteur, note-t-il, n'est pas au Panthéon pour crime de catholicisme - et militaires - qui se souvient encore du sacrifice, au Maroc, le 14 juin 1925, du jeune sous-lieutenant Lapeyre et de ses vingt-deux tirailleurs sénégalais ? « *Quelle étrange maladie*, demande à juste titre l'auteur, *pousse les Français à oublier leurs héros nationaux et leurs instants sacrés* ? ».

Bobo de droite ? En un sens, oui, en même temps qu'il n'en finit pas de régler ses comptes avec les gènes, au fond divers, que lui ont transmis ses ascendants, qui ont gardé leurs racines dans le Gers. Le Brunet le plus sympathique et le plus véritablement réac, c'est celui qui ressemble à son grand-père Alban, militant de la SFIO dès sa fondation en 1920 mais avant tout homme du pays réel. Un « *réac de gauche* », conclut-il. « *Lorsque Alban prenait une poignée de terre dans sa main calleuse et noueuse, mon petit cœur d'enfant s'arrêtait de battre* : - *Notre trésor, me disait-il, c'est cette terre grasse, pas les tracteurs qu'on met dessus*. » Par-delà les impostures de la gauche et de la droite, la terre, elle, comme le disait le philosophe Emmanuel Berl, ne ment pas. ■

François Marcilhac

✓ Éric Brunet : *Dans la tête d'un réac* ; Nil, 321 p., 18 euros

## Maurras face aux marchés



Quand Maurras se trouve convoqué pour appuyer un libre commentaire de la crise des dettes souveraines...

LA SOUMISSION du politique aux "lois du marché" relève d'un lieu commun largement dénoncé. De fait, la réforme des retraites fut vraisemblablement décidée sous la pression des investisseurs, afin de prévenir un renchérissement des emprunts d'État.

### Politique d'abord

Y a-t-il matière à scandale ? Sans aucun doute aux yeux des gaullistes, pour qui « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » - autrement dit, à la bourse. En pratique, alors que le remboursement de la dette constitue le deuxième poste budgétaire de l'État, les fluctuations des marchés obligataires ne sauraient indifférer les responsables politiques. La tentation est grande, pour les royalistes, de s'inscrire dans le sillage du général De Gaulle - quitte à s'abriter derrière le "politique d'abord" cher à Maurras.

Mais « *quand nous disons "politique d'abord"* », expliquait-il dans *Mes Idées politiques*, « *nous disons la politique la première, la première dans l'ordre du temps, nullement dans l'ordre de la dignité* » : « *Autant dire que la route doit être prise avant que d'arriver à son point terminus ; la flèche et l'arc seront saisis avant de toucher la cible ; le moyen d'action précédera le centre de destination*. » Des considérations à l'opposé de la maxime gaullienne selon laquelle « *l'intendance suivra* » !

À la quête d'une grandeur virant à l'esbroufe, nous préférons celle, patiente et discrète - somme toute capétienne ? - de la puissance et de la prospérité. Dans cette perspective, l'économie peut apparaître « *plus importante que la politique* ». Maurras lui-même le proclamait. En conséquence, écrivait-il, « *elle doit [...] venir après la politique, comme la fin vient après le moyen, comme le terme est placé au bout du chemin, car, encore une fois, c'est le chemin que l'on prend si l'on veut atteindre le terme* ».

La mondialisation a-t-elle changé les règles du jeu ? Beaucoup le prétendent, poussés par le romantisme ou la démagogie. Tel Arnaud Montebourg évoquant, au micro d'Hedwige Chevillon, « *les dettes incommensurables* » que les marchés financiers auraient « *imposées* » aux peuples européens (*BFM Business*, 01/12/2010). Mise au pilori, la spéculation vient rappeler les politiques à leurs responsabilités. D'ailleurs, elle n'est pas

seule en cause : « *Il faut bien voir qu'une partie [des banques] n'a pas d'autre choix que de vendre les obligations de certains pays* », souligne Jean Quatremer (*Coulisses de Bruxelles*, 29/11/2010). « *En effet, les règles prudentielles les obligent à avoir en portefeuille, en fonds propres, des emprunts d'État très bien notés afin qu'elles disposent d'un matelas solide*. [...] *Donc ce qui peut apparaître comme de la spéculation contre la dette souveraine de la part des établissements financiers européens n'est que la résultante d'une réglementation inadaptée*. » En Grèce, ce ne sont pas des *traders*, mais bien les politiques, qui ont maquillé les comptes publics, précipitant leur pays dans l'abîme. Quant à l'État américain, il a joué un rôle déterminant dans le déclenchement de la crise des *subprimes*.

### Travers volontariste

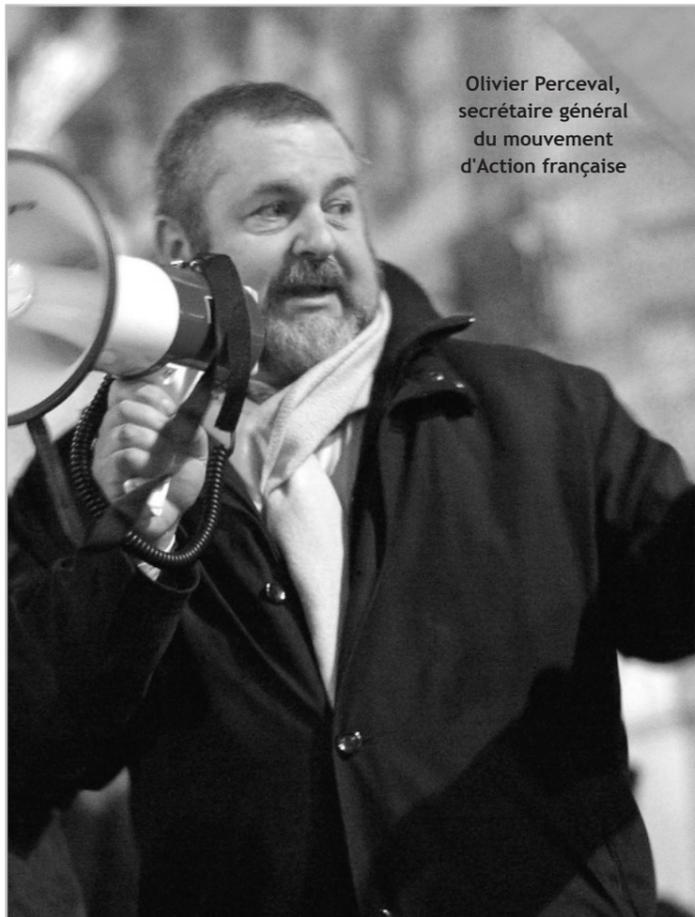
Washington était-il soumis aux lois du marché, alors qu'il encourageait les banques à prêter à des ménages insolubles afin d'élargir l'accès à la propriété ? Sans doute s'est-il davantage montré coupable de les négliger ! En dépit du scepticisme que lui inspiraient les économistes libéraux, Maurras n'excluait pas l'existence de lois économiques. Il appelait même à leur obéir. C'est à cette condition, disait-il, « *que nous commanderons aux choses* ». Aussi leur stigmatisation est-elle une ânerie - la conséquence d'un fourvoiement volontariste.

« *En matière économique, plus encore qu'en politique, la première des forces est le crédit qui naît de la confiance* », observait encore Maurras. Or, la parole d'un Trichet vaut davantage que celle d'un Sarkozy : tandis que la Banque centrale européenne maintient son cap, l'Élysée navigue à vue... « *En fait, les gouvernements européens perçoivent mal ce besoin d'avoir un instrument capable d'interagir en temps réel avec les marchés pour enrayer le plus vite possible les menaces* », analyse Anton Brender, directeur des études économiques chez Dexia AM (*Les Échos*, 03/12/2010). « *Ils ont aussi du mal à comprendre que les marchés soient si sensibles aux messages qu'ils envoient et qu'ils puissent si vite paniquer. Les marchés ont besoin de messages clairs et d'interventions décidées*. » Ce dont les gouvernements démocratiques se montrent peu capables. □ G.D.

□ CAMPAGNE

# Les Français à la France

Le 3 décembre, l'Action française a lancé sa campagne sur la nation, le nationalisme et l'immigration. Extraits du discours prononcé à cette occasion par Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'AF.



Olivier Perceval, secrétaire général du mouvement d'Action française

*devrait aller tout autant de soi : on est Français parce que l'on se reconnaît citoyen d'un territoire aux frontières sûres sur lequel s'exerce l'autorité légitime d'un État souverain - la République reprenant le terme de souveraineté théorisé au XVI<sup>e</sup> siècle par Jean Bodin, qui ne faisait que reformuler l'adage médiéval "le roi de France est empereur en son royaume" et qui fut toujours le premier fondement de la légitimité politique. La France n'étant pas une race [...], son identité repose nécessairement sur une architecture politique propre, une souveraineté affirmée à la face des récurrentes menaces impériales : d'où le succès durable, dans l'imaginaire collectif des grandes figures de la résistance, longue chaîne de cette France combattante à laquelle Romain Gary donna cette enseigne : "mon pays n'est pas la France, mais la France libre", qui claque comme le résumé de notre Histoire. »*

### Retrouver notre langue

Rendre les Français à la France, c'est donc retrouver notre langue, dont l'ordonnance de Villers-Cotterêts avait défini la primauté dans notre pays, mais que de nombreux écrivains avaient défendue et illustrée, bien avant, avec la Pleiade notamment. Rendre les Français à la France, c'est recouvrer la mémoire, non pas une mémoire honteuse et distanciée, mais assumée, ancrée, qui nous rend Français par toutes les fibres de notre être. Rendre les Français à la France, c'est rendre à cette nation un État qui s'inscrit dans l'histoire, en retrouvant la nécessaire primauté du politique, seule à même de garantir notre liberté et notre indépendance face aux puissances impériales. Qui peut prétendre être plus Français et plus indépendant que le roi héréditaire capétien, dont la famille a régné huit siècles durant sans interruption ? Rendre les Français à la France, c'est rendre les Français libres dans une France libre. Contre l'atonie politique, contre la frénésie consummatrice, contre l'individualisme prôné par nos élites économiques et intellectuelles comme s'il s'agissait d'un affranchissement du groupe, celui que les sociologues officiels voient dans le passage de l'infantilisme grégaire à l'âge adulte, nous proclamons notre appartenance à notre terre qui est, tout à la fois, chargée d'histoire et promesse d'avenir. Cette terre, notre pays et notre nation, ne nous appartient pas : à la suite de tous nos ancêtres qui y ont vécu et travaillé et y sont enterrés, c'est nous qui lui appartenons. ■

Olivier Perceval

Rendre les Français à la France... Certains s'étonnent de cette formule au centre de nos affiches, laquelle répond, en un jeu de miroir, à l'expression plus connue : « La France aux Français. » C'est à Paul-Marie Cousteaux que nous devons ce nouveau slogan...

Aujourd'hui, les patriotes qui combattent sincèrement la perte d'identité de notre pays s'insurgent contre les atteintes à la république laïciste. Ce faisant, ils croient défendre la France. Que dire alors de ceux dont la haine de la nation tient lieu de combat politique en faveur de l'Europe ou de la mondialisation ? Ainsi les internationalistes d'extrême gauche que nous combattons [...] il y a trente ans sont-ils devenus [...] les meilleurs alliés des libéraux de droite. [...] De Max Gallo ou Chevènement à Mélenchon, il existe néanmoins une gauche patriote qui s'est incarnée dans le refus d'un asservissement certain à la constitution européenne. Les souverainistes, souvent jacobins, sont devenus nos alliés objectifs dans la défense de la France. C'est pourquoi nous avons raison de distinguer, parmi nos adversaires, ceux qui aiment la France, fût-ce au travers de la République, et ceux qui la détestent quels que soient les oripeaux dont elle est parée.

Mais la France, ce n'est pas la République. [...] Une entreprise d'amnésie nationale s'est mise en place afin de tuer chez les Français l'idée qu'ils sont d'abord des héritiers et qu'une histoire ex-

ceptionnelle est constitutive de la réalité française. Presque deux mille ans d'histoire ont façonné cette terre, permettant [...] de faire émerger une nation hors du commun.

### Fondations nationales

Paul-Marie Cousteaux synthétise parfaitement dans les Cahiers de l'Indépendance ce qui constitue [le fondement] de notre nation : « Il tient d'abord à la foi partagée - en quoi on a pu dire que le baptême de Clovis est l'acte fondateur de la France -, et ce qui l'accompagne : des principes religieux, éthiques et moraux ; il tient aussi à des partages historiques, œuvre du temps : une mémoire, des rituels et des commémorations, un imaginaire littéraire mais aussi artistique ; pour finir (ou faut-il aujourd'hui commencer par là ?), une langue, dont le rôle fut sans doute plus décisif pour la formation de la France, nation littéraire par excellence, que pour celle de toute autre nation. La langue est à ce point la clef de voûte de l'identité qu'elle porte presque tout le reste, en ses mots mêmes : nos principes politiques - telle notre fameuse laïcité, intraduisible hors des langues latines, et encore... (Raison pour laquelle, en France, les écrivains comptent bien davantage que les politiques, chacun d'eux se sentant obligé d'écrire, ou de faire écrire, comme si l'autorité procédait des mots.) Mécaniquement lié à ce composé culturel, un autre, plus politique,

## Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanconnet Secrétaire général Olivier Perceval Secrétaire général adjoint Romain Hellouin	Trésorier Giovanni Castelluccio Secrétaire administratif Marie-Suzanne de Benque d'Agut Formation Marc Savina	Provinces Philippe Castelluccio Militantisme Jean-Baptiste de l'Aviath Responsable opérationnel François Bel-Ker
--	--	---

### LYON

#### Cercle d'études

Le jeudi 16 décembre, Stéphane Blanconnet traitera de l'empirisme organisateur (seconde partie). Renseignements au 06 82 83 92 00. □



### MARSEILLE

#### Cercle d'études

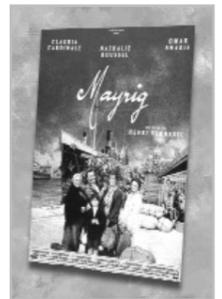
Le vendredi 17 décembre, à 19 h 30, sera abordée la question suivante : "Quel est l'intérêt d'être d'Action française aujourd'hui ?" Au terme de l'exposé, militants et sympathisants seront invités à poser des questions et à entamer le débat. Pour toute information, écrire à : afrovince@yahoo.fr □



### PARIS

#### Analyse de film

Le vendredi 17 décembre, une analyse d'extraits de *Mayrig* d'Henri Verneuil sera présentée dans le cadre du cycle de formation "Nation, nationalisme, immigration", Rendez-vous à 19 h30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais-Royal, entrée libre). □



### SUR LA TOILE

#### Un blog incontournable

Plusieurs articles sont publiés tous les jours sur le blog du Centre royaliste d'Action française. S'ajoutent à des renvois vers d'autres médias, des contributions originales viennent commenter l'actualité. Vous y retrouverez en outre un compte rendu des activités du mouvement d'AF. Rendez-vous à cette adresse : [www.actionfrancaise.net](http://www.actionfrancaise.net) □



### À NOS AMIS LECTEURS

#### Diffusion de L'AF 2000

POUR AMÉLIORER la diffusion du journal, nous venons de faire modifier la liste de ses points de vente (kiosques, maisons de la presse, gares, etc.). Pour savoir où l'on peut acheter *L'Action Française 2000*, c'est simple : rendez-vous sur le site Internet [www.trouverlapresse.com](http://www.trouverlapresse.com) ; vous obtiendrez la carte et l'adresse de tous les distributeurs qui vendent notre journal à cinq kilomètres à la ronde de votre

domicile ou d'un lieu donné. Pour nous permettre de vérifier que le journal est bien exposé dans ces points de vente (et non laissé sous le comptoir), nous demandons à nos amis lecteurs (abonnés ou acheteurs au numéro) d'en faire le tour et de nous informer des anomalies constatées (écrire ou téléphoner au journal). Nous vous en serons très reconnaissants. □



□ JEAN-CLAUDE MARTINEZ

## Refaire un parti des politiques

Professeur agrégé de droit public et de sciences politiques, ancien député au Parlement européen, Jean-Claude Martinez critique vigoureusement la "planétisation" – terme qu'il préfère à celui de "mondialisation".



*L'Action Française 2000* - Les causes immédiates de la crise, chacun les connaît : le dérapage incontrôlé d'une titrisation devenue folle. Sont-elles suffisantes à expliquer les ravages actuels ?

Jean-Claude Martinez - La situation, chacun la connaît : elle se résume, de fait, en un seul mot, que j'ai emprunté à Teilhard de Chardin : la "planétisation". Ce terme me paraît mieux définir la situation actuelle que les mots de "globalisation" ou de "mondialisation", qui sont trop techniques ou trop marqués négativement.

### Dérèglement généralisé

Tel est le phénomène le plus marquant, et dont les prémices remontent, de fait, à l'après-guerre : la planétisation généralisée de l'économie, notamment, mais pas uniquement, dans le domaine agricole, que je connais particulièrement bien pour avoir été durant vingt ans membre de la commission agricole du Parlement européen. Une concurrence planétaire effrénée a entraîné la ruine des économies traditionnelles de nombreux pays en voie de développement, notamment d'Afrique noire, provoquant l'exode massif de populations jetées dans la misère.

Parallèlement les États-Unis, dès les années soixante, ont su imposer, notamment aux Européens, la baisse ou la suppression des droits de douane, en vue de favoriser l'exportation de certaines de leurs productions - par exemple le *glutenfeed* pour nourrir les porcs -, ce qui n'a pas été sans modifier nos propres modes de culture ou d'élevage, entraînant notamment des concentrations préjudiciables à l'équilibre écologique - je pense à la surproduction de porcs en Bretagne -, concentrations qui, à leur tour, ont pesé sur le plan politique. En quelque sorte, on peut dire que les Verts sont un sous-produit du lisier des cochons, qui n'est lui-même qu'un sous-produit du glutenfeed arrivant par les ports bretons.

C'est donc à un dérèglement généralisé auquel on a assisté ? Faut-il prendre un autre exemple, la guerre du soja ? Les États-Unis ont alors proposé d'engager des négociations planétaires et d'y inclure l'agriculture, ce que la France et l'Europe ont fait l'erreur d'accepter : bientôt ils ont vu le monde entier, notamment les Amériques du Nord et du Sud, se coaliser contre leur agriculture. C'est ainsi qu'en 1992, les Européens ont accepté, dans le cadre de l'accord de Blair House, de ne pas semer plus de 5 millions d'hectares de soja, c'est-à-dire, en fait, de ne plus produire eux-mêmes l'alimentation de leurs



Jean-Claude Martinez s'inquiète plus particulièrement de la "planétisation" de l'agriculture.

élevages, dont les deux tiers sont aujourd'hui nourris par des sojas notamment transgéniques importés d'Amérique latine. Or, de cela, les Verts ne soufflent mot ! Ils ne s'opposent qu'au transgénique national ! Le transgénique importé ne leur pose aucun problème de conscience, alors même qu'il se décline en termes de biotechnologies et de brevets scientifiques ! On comprend pourquoi les négociations internationales visent à abaisser toujours davantage les droits de douane ! La conséquence ? Depuis vingt-cinq ans il disparaît en France, en Espagne et même aux USA, une ferme toutes les quinze minutes ! De fait, cette planétisation, non seulement agricole mais également industrielle, aboutit à une déstabilisation généralisée, non seulement des pays du Sud, mais également des pays du Nord.

Quelles sont les conséquences, notamment pour la France, de cette déstabilisation ?

Pour la France, cette "planétisation" n'est évidemment pas sans incidences en termes de chômage et donc d'équilibre des comptes sociaux ou des finances publiques, ou en termes de désertification de certains territoires. Sans compter les effets induits sur la santé, qui ne font que creuser davantage encore le fameux trou de la Sécu ! Quant à la baisse des cotisations sociales, en vue de lutter contre la concurrence des pays à bas salaires, elle accroît le déficit. Il faut savoir que ce sont, par an, 25 milliards d'euros qui sont ainsi donnés en cadeau aux

entreprises, en pure perte, puisque cette baisse des cotisations sociales ne saurait évidemment suffire pour rivaliser avec les pays à bas salaires ! Seule une nouvelle technologie douanière, inventée dans mon doctorat de finances de Paris II, sous le nom de droits de douanes déductibles, nous permettrait de lutter notamment contre la Chine ! Les remboursements successifs de médicaments ou les amputations de dépenses ne sont que des économies de bouts de chandelle.

### La mondialisation en temps réel

Aujourd'hui, c'est le moment de vérité puisque c'est aux retraites qu'on s'attaque, avec toutes les conséquences sociétales imaginables. On n'imagine pas la misère dans laquelle vivent certains retraités ! Ne parlons pas de les envoyer en maisons de retraite à 1 800 euros mensuels pour les plus moyennes, c'est inaccessible : même la fourrière serait trop chère pour la veuve d'agriculteur ! Je caricature à peine : la planétisation provoque des enchaînements dramatiques.

Il ne s'agit pas, pourtant, de la première mondialisation de l'histoire humaine.

Il y a eu, bien sûr, d'autres mondialisations dans l'histoire, et ce dès l'antiquité romaine. La nouveauté, c'est que nous la vivons en temps réel. Les Barbares ont mis quatre siècles à submerger l'empire romain d'Occident alors que les flux migratoires sont au-

jourd'hui instantanés. C'est comme s'il n'y avait plus de retour en arrière possible. Les conséquences financières et surtout sociales sont à la fois terribles et multiformes. De plus, la mondialisation est devenue intelligente : on ne va plus chercher au pays l'esclave ou l'immigré, comme on le faisait encore dans les années soixante. On lui amène l'usine, après lui avoir, bien souvent, volé son économie traditionnelle : cela s'appelle la délocalisation. C'est en fait un système où tout le monde est perdant, sauf les marchés : les travailleurs des pays sous-développés sont exploités dès leur plus jeune âge tandis que, dans les pays développés, le chômage progresse et les protections sociales régressent. De plus la mondialisation se double souvent d'une crise sanitaire : j'ai évoqué la pollution des nappes phréatiques en Bretagne ; dois-je rappeler la crise de la vache folle, que j'avais révélée dès 1989 alors qu'elle ne fera la une des journaux qu'en mars 1996 et qui est due à des fabrications à bas coût de farines contaminées ? Ou encore la grippe aviaire, due à une trop forte concentration dans les élevages de poulets, qui a frappé les pays asiatiques ?

La "planétisation" a-t-elle également des implications anthropologiques ?

Evidemment, et le drame, c'est qu'on ne prend pas suffisamment conscience de la marchandisation de tous les aspects de la vie humaine, jusqu'à l'homme lui-même. Non seulement les flux migratoires

provoquent des crises identitaires au sein de populations qui ont elles-mêmes perdu la plupart de leurs repères, mais, de plus, par le caractère instantané des envies qu'elle suscite, la planétisation démultiplie la violence de ce que René Girard appelle le désir mimétique. L'enfant lui-même devient un objet de désir au sens marchand du terme : on s'oriente vers l'enfant Ikea, que les parents bricoleront bientôt. Dans le même temps, la personne âgée est rejetée aux rebus d'une humanité qui ne se pense qu'à travers la notion de rentabilité : et c'est au nom des droits de l'homme, pieusement honorés au Conseil de l'Europe, qu'on vient vous expliquer qu'il faut piquer les vieux et les malades pour les empêcher de souffrir et leur permettre de partir soit disant dans la dignité, alors que l'euthanasie n'est que le stade suprême du capitalisme.

### Retrouver de bons outils

Mais une telle planétisation se traduit surtout par un ébranlement du politique, lequel n'arrive plus à maîtriser le phénomène économique qui a pris le dessus au travers de sa pire expression : les flux financiers. Les hommes politiques se trouvent aujourd'hui dans la situation de garagistes qui n'ont pas la bonne boîte à outils. D'où des alternances aussi fréquentes qu'inefficaces. Les bons outils, on les connaît depuis Jean Bodin, au XVI<sup>e</sup> siècle : la nation, la frontière et la souveraineté. C'était tout le programme du parti des politiques au temps des guerres des religions. La prétendue "construction européenne" n'a servi que de marchepied à la tyrannie planétaire de la loi du profit. L'idéal des pères fondateurs a dissimulé cet asservissement des peuples européens à la loi d'airain des marchés financiers mondialisés.

Que faire, dès lors ?

Il faut s'atteler à la construction d'un nouveau parti des politiques pour redonner à chaque peuple, et singulièrement au peuple français, la possibilité de maîtriser son destin. Seul le politique peut servir d'intermédiaire et de protecteur entre les marchés qui ont naturellement tendance à l'hégémonie et les peuples qui veulent préserver leurs libertés. Le défi, aujourd'hui, c'est d'inventer les outils politiques adaptés à des sociétés humaines en voie de planétisation. Car il faudrait être aveugle pour ne pas voir la dimension planétaire d'un grand nombre de nos problèmes, tant sur le plan économique que politique ou écologique. Il faudra constituer un syndicat de gestion des parties communes de la copropriété planétaire. Or la France a, de par son histoire et sa vocation planétaire, un rôle particulier à jouer en la matière. La planétisation convoque la France à son destin. Faisons-tout pour qu'elle soit au rendez-vous. Je conclurai avec ce mot de Maurras : « *Vous me dites que c'est impossible : moi, je vous dis que c'est nécessaire.* » ■

Propos recueillis par François Marcilhac